

RAPPORT FINAL EVALUATION DES PROGRAMMES PRESIDENTIELS 2020



17 NOV
2020

FACE
EVCE

20H45
GMT

PRÉSIDENTIEL

AU RENDEZ-VOUS

BARRY Tahirou - FARAMA Ambroise - KAM Yéli Monique - SOMA Abdoulaye
TASSEMBEDO Claude Aimé - SESSOUMA Do Pascal - OUEDRAOGO Gilbert ...

MODÉRATION

Farida OUALI,
Politologue

Cheick Tiga SAWADOGO
Journaliste, Galian 2020

Suivez-nous sur

la chaîne Youtube & la page facebook de lefaso.net



Infoline : +33 6 47 82 49 57

Rapport proposé par :

COULIBALY Elisée
DIALLO Aïssata
DIALLO Assetou
ILBOUDO Valentin
KIENTEGA Igor Benjamin
KONATÉ Sanata
NANA André
NANA Désiré
OUALI Farida
OUÉDRAOGO Daniel
SANKARA Khalifa
SOMÉ N. Damien
TAPSOBA Achille
ZOETGNANDÉ Yannick
ZOUMBA Nongainéba Benjamin



Equipe d'évaluation :

SOMMAIRE

Introduction	2
1. Politique extérieure et diaspora	0
2. Paix et sécurité	5
3. Développement des infrastructures	17
4. Réduction du chômage.....	34
5. Garantir la sante et l'éducation	36
Conclusion	0
Annexes.....	1
Annexe 1 : Grille d'analyse	1
Annexe 2 : Rapport circonstancié de la réalisation du face-à-face	3



INTRODUCTION

Quelles leçons peut-on retenir des élections couplées présidentielle et législatives qui viennent de s'achever ?

Le 22 novembre 2020, des Burkinabè de l'extérieur ont pris part aux élections notamment la présidentielle de manière effective : évènement historique ! Droit acquis avec ses limites en matière d'inclusion et de jouissance effective, il résulte de revendications et de luttes multiformes et d'acteurs multiples dont ceux de la diaspora. Ce droit acquis confère davantage de légitimité pour les Burkinabè de l'extérieur jusque-là exclu de fait d'une possibilité d'influence directe sur le choix des élus gouvernant le Pays des Hommes Intègres. Fort de cette légitimité désormais obtenue (avec ses limites à améliorer dans le futur), il paraît utile de se saisir de cette occasion pour élever nos voix et y donner de la consistance afin de poser les jalons d'une voie qui puisse déterminer la voie convenant mieux au Burkina Faso et aux Burkinabè. Ainsi, considérant que les "petites" voix de la diaspora méritent d'être prises en compte et que celles-ci peuvent s'amplifier et avoir un impact indirect mais aussi significatif, il convient d'explorer les moyens pour faciliter l'expression des préoccupations diasporiques.

C'est dans ce contexte qu'une délégation au Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Etranger (CSBE) - Section Paris dont l'une des visées est de « *contribuer à asseoir et consolider pour la diaspora et les Burkinabè une conscience citoyenne et politique dont la maturité se bonifie et s'enrichit pour un meilleur vivre-ensemble des Burkinabè* » a entrepris d'organiser un face-à-face distancié sur le thème suivant : « **Les élections 2020 : Les préoccupations diasporiques pour l'intérêt général du Burkina Faso et des Burkinabè** ».

L'objectif général de cette activité, organisée le 17 novembre 2020, était de contribuer à renforcer les liens Élus-Citoyens pour induire davantage la prise en compte de l'intérêt général du Burkina Faso et particulièrement celui des Burkinabè de l'extérieur. Plus spécifiquement, nous poursuivions cinq (05) objectifs à savoir :

- Permettre à la Diaspora de mieux connaître les programmes politiques des Candidats (validés par le Conseil constitutionnel) aspirant prochainement à la magistrature suprême ;
- Permettre aux Candidats de confronter leurs propositions aux attentes de la diaspora ;
- Susciter une réelle et meilleure prise en compte des attentes de la diaspora par l'État burkinabè à travers ses futurs et potentiels dirigeants ;
- Susciter des prises d'engagements formels et officiels pour la diaspora ;
- Susciter une citoyenneté diasporique davantage consciente, responsable et patriotique dans l'intérêt du Burkina Faso.

Pour ce faire, la délégation CSBE- section Paris a commis une équipe pour évaluer l'ensemble des programmes présidentiels disponibles. Le rapport intermédiaire a servi à l'animation du face à face (voir le rapport du face à face réalisé en annexe 2). Quant au rapport final, il sera publié afin de contribuer à élucider les programmes de manière populaire et faire comprendre éventuellement la résonance des programmes politiques quant à la mobilisation et participation des électeurs. Ainsi, pour produire une analyse objective et impartiale, l'équipe a choisi de se focaliser sur 5 thèmes considérés comme correspondant aux attentes prioritaires des Burkinabè de l'extérieur en particulier pour le Burkina Faso. Ce sont (1) **la politique extérieure et la diaspora**, (2) **la paix et la sécurité**, (3) **le développement des infrastructures**, (4) **la réduction du chômage** et (5) **la santé et l'éducation**. Le choix de ces thèmes par l'équipe a été consécutif d'une part, à la prise de connaissance d'études sur les attentes et priorités des Burkinabè (Afro baromètre, IRSOA, INSD) et d'autre part d'entretiens individuels et collectifs réalisés.

Aussi, l'équipe a analysé chaque thème en s'appuyant sur une grille d'analyse (cf. annexe 1) construite en mobilisant la littérature sur l'évaluation des politiques publiques. Plus particulièrement, il s'agit des préconisations méthodologiques de Patton, Sawicki et Clark (1986) et Gertler, Martinez, Premand, Rawlings, et Vermeersch (2011).

Le présent rapport est la version finale. Il est structuré en cinq (05) parties suivant les thèmes choisis par l'équipe d'évaluation.



Nous souhaitons que cette esquisse d'analyse des programmes des candidat.e.s ou partis politiques aux élections couplées de 2020 contribue à éclairer les électeurs et futurs électeurs sur le degré de prise en compte de chacun de cinq thèmes retenus. Pour les candidats victorieux ou non victorieux, la société civile, les partenaires du Burkina Faso et tout groupe intéressé, ce rapport peut jeter les bases d'une introspection beaucoup plus profonde, entre autres, en ces termes :

- Pourquoi et comment tel parti a su convaincre et gagner ?
- En quoi les pistes de solutions proposées quant aux préoccupations prioritaires des citoyens ont permis de convaincre ou pas des électeurs ?
- Faut-il s'évertuer davantage à démontrer de concrète et accessible la justesse et les avantages des solutions proposées ou faut-il juste se contenter de contenter l'électorat ?
- In fine, qu'est-ce qui a semblé compter plus pour les électeurs de cette campagne et la multitude d'abstentionnistes : la force des idées et solutions proposées ou d'autres arguments à explorer ?

1. POLITIQUE EXTERIEURE ET DIASPORA

En tant que membre de la diaspora, les questions relatives à la politique extérieure et surtout diasporique nous intéresse au premier plan. Ces politiques sont des préoccupations spécifiques des Burkinabè de l'extérieur que nous sommes. Ainsi, en dehors des préoccupations générales des Burkinabè (paix, sécurité, éducation, formation, réduction du chômage, développement des infrastructures), la diaspora attend le développement par les gouvernants d'un ensemble d'instruments stratégiques multidimensionnels : politique, économique, socioculturel. Les sondages que l'équipe d'évaluation a réalisés réaffirment ces attentes. La synthèse de l'analyse de ces différentes politiques est contenue dans le tableau 1 suivant. Le tableau expose pour chaque candidat, les éléments de stratégies, les solutions envisagées et l'analyse critique de son programme politique.

Tableau 1 : politique extérieure et stratégie pour la Diaspora

	Eléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
Politique Extérieure			
BARRY Tahirou	Une diplomatie au service du développement	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration et mise en œuvre d'une politique étrangère - Exemption de visa entre Etats africains - Promotion du Burkina comme destination touristique - Coopération avec tous les Etats ayant la même vision du développement 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de stratégie élaborée : un document cadre est à encourager - Certains aspects essentiels font défaut : coopération économique, coopération au développement, relations multilatérales. <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conscience de la nécessité d'une stratégie de politique extérieure et engagement à en élaborer - Priorité à la coopération avec les Etats africains.
DIABRE Zéphirin	<p>Objectif : « Promouvoir une diplomatie de paix et de développement pour un rayonnement international »</p> <p>Propose comme principes directeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une diplomatie, instrument de politique étrangère et de sécurité - la poursuite des intérêts nationaux - la protection des Burkinabè de l'étranger 	<ul style="list-style-type: none"> - Redéfinition de l'approche diplomatique <ul style="list-style-type: none"> o Propose une diplomatie de développement : défense des intérêts stratégiques de sécurité nationale, promouvoir les investissements étrangers au Burkina, renforcer la coopération sous-régionale, développer la coopération sud-sud - Rationalisation de la présence dans le monde <ul style="list-style-type: none"> o Choix des représentations en fonction des objections et vision de développement : priorité aux pays donateurs et alliés sur le plan sécuritaire, à ceux avec qui les relations commerciales florissent, à ceux qui accueillent une forte diaspora, avec les institutions régionales et internationales - Réorganisation des missions diplomatiques <ul style="list-style-type: none"> o Renforcer les capacités des missions avec de l'expertise sur les thématiques émergentes, de compétences en négociations commerciales, et relations d'affaires, appui aux étudiants et hommes d'affaires 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement structuré : plus de détails à fournir sur les moyens de mise en œuvre - Pas de précision de durée et d'indicateurs : important de définir un horizon temporel et des indicateurs de performance. - Document de stratégie complète à envisager <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ambition d'une diplomatie de développement en phase avec les besoins du pays - La prise en compte des aspects essentiels de la coopération internationale (diplomatie, coopération au développement, protection des Burkinabè de l'extérieur, coopération sud-sud, coopération économique)
FARAMA Ambroise	Propose le « néo panafricanisme révolutionnaire », mouvement nationaliste, panafricaniste, anti-impérialisme	<ul style="list-style-type: none"> - Fédération des Etats-Unis d'Afrique - Politique commune de défense et de sécurité - Libre circulation des personnes et des biens 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement : détails à fournir sur les moyens de mise en œuvre



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

	Eléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
		- Monnaie (ECO) et carte d'identité CEDEAO	- Certains aspects essentiels font défaut : coopération économique, coopération au développement, relations multilatérales - Pas de précision de durée et d'indicateurs : important de définir un horizon temporel et des indicateurs de performance. Points forts : - Une tendance révolutionnaire qui peut s'analyser comme une force et susceptible d'attirer une partie de la jeunesse - Table sur l'intégration africaine
KABORE Roch Marc Christian	Objectif : Une politique étrangère au service du développement économique et social Axes principaux : - Paix et sécurité - Relations diplomatiques - Coopération au développement	- Réorganisation des missions diplomatiques o Etudes de coût-efficacité et d'impact - Renforcement des capacités opérationnelles du ministère des affaires étrangères - Promotion de la paix - Contribution à l'intégration sous régionale - Consolidation et élargissement des relations diplomatiques	Points faibles : - Absence de stratégie complète de politique étrangère - Absence d'indicateurs de performance - Absence de plan de financement : détails à fournir sur les moyens de mise en œuvre - Absence de stratégie de coopération économique Points forts : - Etats généraux de la diplomatie dès l'entame du mandat - Définition d'un horizon temporaire 2021-2025
KAM Yéli Monique	Objectif : « Redonner au Burkina Faso sa place dans le concert des nations et le positionner une diplomatie économique » Axes principaux : - Coopération économique - Coopération technologique - Coopération culturelle - Intégration régionale et continentale	- Consolider les relations et développer de nouveaux partenariats - Une coopération au service de l'intérêt national o Coopération économique, technologique et culturelle o Intégration sous-régionale et régionale	Points faibles : - Absence de plan de financement - Manque de propositions concrètes de mise en œuvre suffisamment étayées ; Points forts : - Concepts pertinents de coopération économique, technologique et culturelle
KOMBOIGO Eddie	Objectif : « développer des relations de bon voisinage, promotion de l'intégration régionale, une diplomatie proactive et l'efficacité de nos relations dans le cadre de la coopération au développement »	- Une nouvelle politique étrangère - Construire un soft power Burkinabè - Rationaliser l'implantation des missions diplomatiques - Intégration régionale et sous-régionale - Coopération multilatérale	Points faibles : - Absence de plan de financement - Beaucoup de concepts semblent vaguement évoqués sans propositions concrètes et mesurables ou indicateurs de performance Points forts : - Des pistes d'orientation pour la coopération sous-régionale, régionale et internationale - Des aspects moins couramment évoqués tels le 'soft power Burkinabè' et la diplomatie économique.
OUEDRAOGO Ablassé	-	-	-
OUEDRAOGO Kadré Désiré	Diplomatie, intégration africaine et coopération internationale	- Etat fédéral ouest-africain d'ici 2035 - Infrastructures transnationales - Investissements étrangers directs	Points faibles : - Absence de stratégie complète de politique étrangère - Absence de plan de financement et moyens de mise en œuvre - Absence d'indicateurs de performance Points forts : - Horizon temporel défini : 2030 – 2035 - Proposition unique d'un Etat fédéral ouest-africain
OUEDRAOGO N. Gilbert	Coopération sous-régionale et internationale	- Rayonnement de l'image du Burkina à l'international - Coopération sécuritaire et en matière de criminalité transfrontalière - Augmenter le nombre de femmes aux postes d'ambassadeurs et consuls généraux	Points faibles : - Absence de stratégie complète, cohérente et structurée - Certains aspects essentiels font défaut : coopération économique, coopération au développement, relations multilatérales



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

	Eléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
		<ul style="list-style-type: none"> - Diplomatie culturelle et de bon voisinage - Diplomatie humanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de précision de durée et d'indicateurs : important de définir un horizon temporel et des indicateurs de performance. <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Institution d'un quota genre pour les postes de chef de mission - Diplomatie humanitaire : solidarité à l'occasion des grandes catastrophes
SESSOUMA Do Pascal	-	-	-
SOMA Abdoulaye	« Une diplomatie offensive pour un repositionnement international du Pays des Hommes intègres »	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration continentale, Etats-Unis d'Afrique - Présence du Burkina dans les institutions internationales - Placement des compétences Burkinabè dans les organisations internationales 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de stratégie complète, cohérente et structurée - Certains aspects essentiels font défaut : coopération économique, coopération au développement, relations multilatérales - Pas de précision de durée et d'indicateurs : important de définir un horizon temporel et des indicateurs de performance. <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aspirations à une présence et au placement de l'expertise nationale dans les institutions internationales
TASSEMBEDO Claude Aimé	Promouvoir une vision panafricaniste	<ul style="list-style-type: none"> - Politique étrangère basée sur le développement durable et une stratégie gagnant-gagnant - Augmentation du nombre d'ambassades et de consulats - Promotion de l'expertise nationale à l'internationale - Coopération dans la lutte contre la criminalité transfrontalière 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de stratégie complète, cohérente et structurée - Beaucoup d'aspects essentiels font défaut : coopération économique, coopération au développement, relations multilatérales - Pas de précision de durée et d'indicateurs : important de définir un horizon temporel et des indicateurs de performance. <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accent mis sur le développement durable
ZIDA Yacouba Isaac	Défense de l'intérêt supérieur de la nation	<ul style="list-style-type: none"> - Concessions réciproques entre Etats africains dans pour l'unité africaine - Aide publique au développement aligné sur les plans de développement nationaux - Reconquête de la souveraineté nationale 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence quasi-totale de toute stratégie de politique extérieure - Aucune mention des relations bilatérales, multilatérales, de coopération économique, au développement, humanitaire <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelques éléments sur la coopération africaine
Politique diasporique			
BARRY Tahirou		<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place d'une politique d'investissement nationale des ressortissants Burkinabè à installés l'étranger 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de d'exposer sur les instruments existants déjà ; - Pas de diagnostic ni d'identification claire des problèmes ; - Pas de précision sur les indicateurs de performance ; - Pas de précision des moyens spécifiques nécessaires à la réalisation de l'objectif et du plan de financement du programme diasporique ; - Chaîne des résultats floue ; - Risques d'inefficacité et d'inefficience de la solution envisagée du fait de la démarche (peu inclusive) et de la non prise en compte d'attentes prioritaires apparentes de la diaspora (protection, suivi, etc.).



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

	Eléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
DIABRE Zéphirin	<p>Objectif : -Donner à notre diaspora les moyens d'occuper leur place dans le processus de développement personnel et national ;</p> <p>Stratégie : -Faire de la diaspora un facteur de notre développement, il est indiqué de faire l'état des lieux de notre diaspora, d'organiser ensuite des états généraux en vue de décider de la représentation de la diaspora dans la vie politique nationale et de créer les conditions de leur pleine participation au développement socioéconomique de notre pays.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Garantir la citoyenneté des diasporas ; - Partenaires avec les diasporas pour définir la vision de mobilisation des ressources financières, intellectuelles, compétences ; - Promouvoir un environnement favorable à la captation, orientation et utilisation du potentiel économique ; - Assurer une participation politique et non politique ; - Créer un répertoire du capital humain de la diaspora. 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de d'exposer sur les instruments existants déjà ; - Pas de diagnostic ni d'identification claire des problèmes ; - Pas de précision sur les indicateurs de performance ; - Pas de précision des moyens spécifiques nécessaires à la réalisation de l'objectif et du plan de financement du programme diasporique ; - Chaîne des résultats floue. <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eventail large des instruments de déploiement de la stratégie ; - Démarche inclusive de fixation des priorités diasporiques.
FARAMA Ambroise	<p>Objectif : -Faire passer la part contributive des Burkinabè de l'extérieur au PIB de 1,9% en 2011 à 5% en 2025.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer davantage la diaspora dans l'actionnariat populaire ; - Promouvoir des conditionnalités incitatives. 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de d'exposer sur les instruments existants déjà ; - Pas de diagnostic ni d'identification claire des problèmes ; - Pas de précision sur les indicateurs de performance ; - Pas de précision des moyens spécifiques nécessaires à la réalisation de l'objectif et du plan de financement du programme diasporique ; - Chaîne des résultats inexistante ; - Vision partielle de la diaspora se limitant à sa contribution financière ; - Risques d'inefficacité et d'inefficience des solutions envisagées du fait de la négligence de certaines attentes des diasporas (protection, suivi, etc.).
KABORE Roch Marc Christian	<p>Objectif : - renforcement des mécanismes favorisant une plus grande implication de la diaspora dans les actions de développement ; - valorisation des ressources humaines existantes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Burkina Faso</p>	<p>-Incubateur pour le développement du capital humain : hub d'innovation basé sur la capitalisation des nouvelles technologies</p>	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de d'exposer sur les instruments existants déjà ; - Pas de diagnostic ni d'identification claire des problèmes ; - Pas de précision sur les indicateurs de performance ; - Pas de précision sur les moyens spécifiques nécessaires à la réalisation de l'objectif et du plan de financement ; - Chaîne des résultats floue voire inexistante ; - Incomplétude et absence de clarté sur les attentes de la diaspora ; - Pas de stratégie diasporique clairement énoncée.
KAM Monique	<p>Objectif : -Faire de la Diaspora burkinabè, un acteur majeur du développement national par la mobilisation de son financement et de ses compétences.</p> <p>Stratégie (vision) : -Construire avec les burkinabè de l'étranger une alliance stratégique pour le développement de notre pays.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Agence Nationale des burkinabè de l'étranger (ANBE) pour déploiement du Pacte ; - Fonds d'Investissement de la Diaspora (FID) pour projets diasporiques et inexplorés ; - Nouer des rapports privilégiés avec la Diaspora pour renforcer la formation des médecins ; - Réforme politique pour participation aux élections nationales et représentation à l'AN de la diaspora ; - Création d'un service spécial chargé de la diaspora dans les représentations diplomatiques auprès des pays abritant une forte communauté de personnes d'origine burkinabè ; - Nouer des relations avec les compatriotes ayant décidé de rester à l'étranger afin de faire d'eux des 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de d'exposer sur les instruments existants déjà ; - Pas de diagnostic et d'identification claire des problèmes ; - Pas de précision sur les indicateurs de performance ; - Pas de précision sur les moyens spécifiques nécessaires à la réalisation de l'objectif et d'un plan de financement précis ; - Chaîne des résultats floue ; - Démarche peu inclusive ; - Absence apparente d'actions prioritaires en amont (Recensement, suivi, protection et assistance pour les diasporas, etc.) ; - Risques opérationnels élevés du fait de la non-satisfaction d'attendus prioritaires de la diaspora ; - Risques d'inefficacité et d'inefficience des solutions envisagées.



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

	Eléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
		ambassadeurs économiques, sociaux et culturels avec pour mission de faire venir les investisseurs ; - Permettre aux Burkinabè nés à l'étranger de se former à l'ENAM pour occuper la diplomatie.	Points forts : - Clarté de l'objectif et de la vision stratégiques ; - Cohérence stratégique des instruments clés ; - Pertinence relative des instruments.
KOMBOIGO Eddie	Objectifs : - Garantir les droits citoyens de notre diaspora partout où elle se trouve ; - Réussir à impliquer notre diaspora à la construction nationale. Stratégie : -Faire participer au mieux à la prise des décisions politiques nationales, notamment à travers sa participation au vote, partout où elle se trouve. -Mise en place des passerelles pour que notre diaspora puisse concrètement intervenir avec des facilités au niveau des politiques publiques	- Protection consulaire et recensement pour suivre la diaspora ; - Généraliser le vote (avec CENI et Représentation diplomatique) ; - Programme d'investissement et d'implication au développement socioéconomique (choix de domaines d'intérêt, facilités fiscales et administratives, Secrétariat permanent de suivi au CSBE)	Points faibles : - Pas de d'exposer sur les instruments existants déjà ; - Pas de diagnostic et d'identification claire des problèmes ; - Pas de précision sur les indicateurs de performance ; - Pas de précision sur les moyens spécifiques nécessaires à la réalisation de l'objectif ; - Chaîne des résultats floue ; - Incomplétude et absence de clarté sur les attentes de la diaspora ; - Risques sur les attendus financiers (transfert de fonds et diaspora bonds) de la stratégie au regard de la faiblesse apparente et la non-inclusion du processus de mobilisation de la diaspora.
OUEDRAOGO Ablassé	-	-	-
OUEDRAOGO Kadré Désiré	-	- Les diasporas burkinabè seront activement encouragées par l'Etat à rentrer, surtout tous ceux qui sont pétris de talents et qui ont dans leurs valises, leurs rêves, leur projet entrepreneurial ; - Le gouvernement veillera à appuyer financièrement, par des prêts remboursables à taux très réduit, les entrepreneurs burkinabè résidant à l'extérieur, candidats au retour. Prêt étalé sur dix ans ; - La désignation des experts nationaux, au plan local, à la retraite sera faite pour accompagner bénévolement les Burkinabè de retour au bercaïl ; - Octroyer les marchés publics aux talents locaux et le cas échéant, aux talents de la diaspora burkinabè et africaine.	Points faibles : - Pas d'objectifs ni de vision stratégique précis pour la diaspora ; - Pas de d'exposer sur les instruments existants déjà ; - Pas de diagnostic ni d'identification claire des problèmes ; - Pas de précision sur les indicateurs de performance ; - Pas de précision sur les moyens spécifiques nécessaires à la réalisation de l'objectif et de plan de financement ; - Chaîne des résultats floue ; - Incomplétude et absence de clarté sur les attentes de la diaspora notamment les aspects politiques et la partie de la diaspora ne souhaitant pas forcément rentrée ; - Risques sur la pertinence et les cohérences des instruments d'une part, et de l'impact des actions d'autre part.
OUEDRAOGO Namdounda Gilbert	Objectif : -Assurer une meilleure implication de notre diaspora dans le Développement du pays.	- Assurer la protection des Burkinabè vivant à l'extérieur ; -Maximiser l'apport de la diaspora dans le redressement et le développement national ; - Consolider et/ou dynamiser les structures de relais d'information qui fassent parvenir les offres d'opportunités à la diaspora ; - Améliorer l'accès à l'information pour les étudiants Burkinabè de la diaspora sur les opportunités d'emploi dans le pays et développer avec les employeurs, des actions incitatives pour leur recrutement ; - Structurer le travail de collecte statistique sur les compétences et les possibilités d'investissement de la diaspora Burkinabè ; - Prendre des mesures administratives et fiscales incitatives au retour des investisseurs burkinabè de la diaspora (accueil, installation assistée, facilités administratives, fiscalité incitative, etc.) ;	Points faibles : - Pas de diagnostic ni d'identification claire des problèmes ; - Pas de précision sur les indicateurs de performance ; - Pas de précision sur les moyens spécifiques nécessaires à la réalisation de l'objectif et absence de plan de financement ; - Chaîne des résultats floue. Points forts : -Eventail large des instruments pour la diaspora, donc relative complétude



	Eléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
		- Prendre des mesures pour faciliter le retour et l'insertion des Burkinabè qui le souhaitent ; - Elaborer un compendium des compétences Burkinabè vivant à l'étranger.	
SESSOUMA Do Pascal	-	-	-
SOMA Abdoulaye	-	-	-
TASSEMBEDO Claude Aimé	-	-	-
ZIDA Yacouba Isaac	-	-	-

Sur le plan des politiques extérieures et diasporiques, l'analyse révèle de manière synthétique que :

- Un candidat (Ablassé OUÉDRAOGO) n'a pas publié un programme à notre connaissance ;
- **Quatre (04) Candidats** (SESSOUMA Do Pascal, SOMA Abdoulaye, TASSEMBEDO Claude Aimé et ZIDA Yacouba Isaac) **dont les programmes ne comportent ni d'objectifs (et/ou visions/orientation), ni d'instruments stratégiques ;**
- **Deux (02) Candidats** (BARRY Tahirou et OUÉDRAOGO Kadré Désiré) **dont les programmes présentent quelques instruments stratégiques SANS objectifs (et/ou visions) ;**
- **Six (06) Candidats** (DIABRÉ Zéphirin, FARAMA Ambroise, KABORÉ Roch Marc Christian, KAM Yéli Monique, KOMBOÏGO W. Eddie et OUÉDRAOGO Namdouda Gilbert) **dont les programmes comportent aussi bien des éléments de stratégies (objectifs et visions/orientations) que des instruments.**

Si les questions de politiques extérieures et diasporiques préoccupent les Burkinabè de l'étranger, d'autres attentes sont perçues comme prioritaires par tous les Burkinabè. Parmi celles-ci et compte tenu du contexte actuel, il y a la « Paix et la sécurité ». La partie suivante traite de cette attente sociétale.

2. PAIX ET SECURITE

Le Burkina Faso est secoué depuis 2015 par des attaques terroristes. La recrudescence des attaques induit une dégradation constante de la situation. Au premier trimestre de l'année 2020, 30 provinces sur 45 étaient touchées par des incidents à nature terroriste. Victimes civiles et militaires se comptent par milliers, les déplacés internes dépassent le million. A cela s'ajoutent les difficultés d'accès à la justice, la possibilité de garantir un état de droit à tous les burkinabè. La cohésion est menacée du fait de la situation délétère liée à la stigmatisation, aux conflits communautaires et à un appel à la réconciliation nationale. A cela s'ajoute le recul significatif du pays en matière de lutte contre la corruption.



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Les candidats à l'élection présidentiels ont dans leur majorité abordé ces préoccupations dans leur programme et donné leur plan d'action s'ils sont élus.

Tableau 2 : Synthèse de l'analyse des programmes sur la paix et la sécurité

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption																																																														
	<p>Selon les chiffres de la CONASUR en date du 08 septembre 2020, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays était de 1034609. Il faut aussi noter qu'actuellement 257 communes accueillent 112420 ménages déplacés internes ; d'où le bilan de plus de 1,2 millions de personnes qui dépendent de l'aide alimentaire. Environ 2500 écoles, marchés, postes de santé, églises et mosquées, principalement dans le Nord et l'Est du Burkina Faso, sont fermés.</p>	<p>Le classement mondial sur la liberté de la presse, édition 2018, place notre pays au 41ème rang sur un total de 180 pays, 5ème en Afrique et 1er en Afrique francophone. Selon l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de l'INSD, les droits de l'homme sont respectés pour la majorité de la population. En effet, près de 99% de la population pensent que les droits de l'homme sont respectés dont un tiers estime qu'ils sont beaucoup respectés.</p>	<p>Dans ses rapports depuis 2016 sur l'indice de perception de la corruption dans 180 pays, l'Organisation non gouvernementale Transparency International indique que le Burkina Faso est passé de la 72e place en 2016 à la 85e place en 2019. Le pays régresse ainsi dans le classement de cette ONG de lutte contre la corruption après y avoir gagné quelques places au lendemain du soulèvement populaire de 2014. Cette tendance est confirmée tant par le Réseau national de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC) que par l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de Lutte contre la corruption (ASCE-LC).</p>	<p>Les données ayant permis l'établissement des graphes sont des données qui proviennent de l'annuaire statistique 2018 de l'institut national de la statistique et de la démographie (INSD)</p>																																																													
<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div data-bbox="212 742 817 1125"> <p>Indice de perception auprès de la population</p> <table border="1"> <caption>Indice de perception auprès de la population</caption> <thead> <tr> <th>Indice</th> <th>Mesuré</th> <th>Objectif</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Indice de perception système judiciaire</td> <td>~0.55</td> <td>1.0</td> </tr> <tr> <td>Indice de perception état de droit</td> <td>~0.48</td> <td>1.0</td> </tr> <tr> <td>Indice de perception absence de corruption</td> <td>~0.55</td> <td>1.0</td> </tr> <tr> <td>Indice de perception sécurité nationale</td> <td>~0.48</td> <td>1.0</td> </tr> <tr> <td>Indice de perception paix et sécurité</td> <td>~0.75</td> <td>1.0</td> </tr> <tr> <td>Indice de perception sécurité publique</td> <td>~0.78</td> <td>1.0</td> </tr> </tbody> </table> </div> <div data-bbox="840 758 1444 1125"> <p>evolution du nombre de detenus/nombre de MAC et de TGI</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>detenus</th> <th>TGI</th> <th>MAC</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2012</td> <td>5035</td> <td>24</td> <td>24</td> </tr> <tr> <td>2013</td> <td>5976</td> <td>24</td> <td>24</td> </tr> <tr> <td>2014</td> <td>6827</td> <td>24</td> <td>24</td> </tr> <tr> <td>2015</td> <td>7544</td> <td>25</td> <td>25</td> </tr> <tr> <td>2016</td> <td>7670</td> <td>25</td> <td>26</td> </tr> <tr> <td>2017</td> <td>7840</td> <td>25</td> <td>26</td> </tr> <tr> <td>2018</td> <td>7812</td> <td>25</td> <td>26</td> </tr> </tbody> </table> </div> <div data-bbox="1467 758 2049 1125"> <p>CONFIANCE DE LA POPULATION AUX INSTITUTIONS(%)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Institution</th> <th>Confiance (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>CONFIANCE EN LA JUSTICE</td> <td>63,9</td> </tr> <tr> <td>CONFIANCE EN LA POLICE</td> <td>69,2</td> </tr> <tr> <td>CONFIANCE EN L'ADMINISTRATION PUBLIQUE</td> <td>79</td> </tr> </tbody> </table> </div> </div>					Indice	Mesuré	Objectif	Indice de perception système judiciaire	~0.55	1.0	Indice de perception état de droit	~0.48	1.0	Indice de perception absence de corruption	~0.55	1.0	Indice de perception sécurité nationale	~0.48	1.0	Indice de perception paix et sécurité	~0.75	1.0	Indice de perception sécurité publique	~0.78	1.0	Année	detenus	TGI	MAC	2012	5035	24	24	2013	5976	24	24	2014	6827	24	24	2015	7544	25	25	2016	7670	25	26	2017	7840	25	26	2018	7812	25	26	Institution	Confiance (%)	CONFIANCE EN LA JUSTICE	63,9	CONFIANCE EN LA POLICE	69,2	CONFIANCE EN L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	79
Indice	Mesuré	Objectif																																																															
Indice de perception système judiciaire	~0.55	1.0																																																															
Indice de perception état de droit	~0.48	1.0																																																															
Indice de perception absence de corruption	~0.55	1.0																																																															
Indice de perception sécurité nationale	~0.48	1.0																																																															
Indice de perception paix et sécurité	~0.75	1.0																																																															
Indice de perception sécurité publique	~0.78	1.0																																																															
Année	detenus	TGI	MAC																																																														
2012	5035	24	24																																																														
2013	5976	24	24																																																														
2014	6827	24	24																																																														
2015	7544	25	25																																																														
2016	7670	25	26																																																														
2017	7840	25	26																																																														
2018	7812	25	26																																																														
Institution	Confiance (%)																																																																
CONFIANCE EN LA JUSTICE	63,9																																																																
CONFIANCE EN LA POLICE	69,2																																																																
CONFIANCE EN L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	79																																																																
<p>Propositions communes aux candidats qui ne seront pas repris dans chaque programme décrypté. Les propositions communes en matière de sécurité ne concernent pas le candidat</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les effectifs des forces de défense et de sécurité ; - Équiper l'armée ; réviser l'architecture des forces de sécurité et de défense ; - Augmenter le budget de la sécurité et de la défense ; - Développer et moderniser les services de renseignements - Augmenter le budget du renseignement ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre la justice indépendante ; - Augmenter le budget de la justice ; - Augmenter les effectifs des magistrats ; - Moderniser/informatiser le système judiciaire ; construire et ou réhabiliter des maisons d'arrêts et de correction ; - Simplifier les procédures judiciaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre la corruption en appliquant les lois déjà existantes en la matière ; - Rompre avec les mauvaises habitudes. 																																																														



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
SESSOUMA DO qui opte pour une autre stratégie.	<ul style="list-style-type: none"> - Reconquérir les zones occupées par les terroristes ; - Assurer le retour des déplacés dans leurs zones. 			
Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	Analyse critique
BARRY Tahirou	<ul style="list-style-type: none"> - Modifier la loi de programmation militaire avec affectation d'un budget de mille milliards pour une période de trois ans. - Construire une brigade de gendarmerie et un commissariat de police de districts bien équipés dans des zones d'insécurité non ou moins couvertes par la présence sécuritaire. - Construire des garnisons militaires en dehors des villes et transformer ceux des villes en Hôpitaux Militaires Spécialisés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un audit organisationnel et financier de l'appareil judiciaire - Investir les détenus dans la production agricole et pastorale - La mise en place d'un système disciplinaire au sein de l'institution judiciaire ; - Faciliter l'accès des personnes vulnérables à la justice grâce à un soutien de cinq milliards par an au fonds d'assistance judiciaire ; - Le suivi strict et la prise en charge de tous les malades mentaux dans les rues - La réinsertion sociale et l'initiation professionnelle des jeunes mendiants et désœuvrés 	<ul style="list-style-type: none"> - Engager une réforme du système disciplinaire avec l'opérationnalisation des conseils de discipline en vue de dissuader les agents indisciplinés ; - Valoriser les agents publics méritants à travers les récompenses (lettres de félicitation, témoignages de satisfaction, décorations) publiées dans les journaux de grande audience et qui donneront lieu à des avantages de carrière (bonification d'échelon) et de promotion ; - L'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC) sera renforcée par l'allocation des ressources humaines, matérielles et financières. 	<p>L'article 4 de la loi fondamentale du 02 juin 1991 dispose que « tous les Burkinabè et toute personne vivant au Burkina Faso bénéficient d'une égale protection de la loi. Tous ont droit à ce que leur cause soit entendue par une juridiction indépendante et impartiale ». Dans le rapport 2018, du projet SIGI-Burkina Faso il ressort que, la majorité des femmes ne se fierait pas à l'impartialité des cours de justice pour leur rendre justice (61 %) alors que la majorité des hommes leur feraient confiance (60 %). Ceci s'explique notamment par le fait que plus d'un tiers des femmes (40 %) pense que les cours de justice et la police pourraient favoriser les hommes dans la gestion du conflit et que l'accès des femmes y est moins facile. Cela démontre que la justice n'est pas seulement inaccessible sur le plan financier mais surtout sur le plan physique et psychologique. Au-delà des 5milliards pour permettre l'accès financier à la justice des couches vulnérables, que propose le MRC ?</p> <p>Pour l'accès physique et psychologique de la justice aux couches vulnérables ?</p> <p>Sur la question de l'intégrité du territoire, quelle place donnez-vous à la coopération avec le Mali et le Niger, le G5 et plus largement la coopération internationale ?</p>
DIABRE Zéphirin	<ul style="list-style-type: none"> - Le leadership stratégique au sommet de l'Etat à travers le « Bugum saga » ou concept de la dissuasion totale (faire pleuvoir le feu sur ceux qui attaquent ou planifient de le faire) ; la destruction des Groupes Armés 	<ul style="list-style-type: none"> - Une justice de proximité : d'ici à 2025, doter toutes les provinces de juridictions (Tribunaux de Grande Instance). Les 27 des 45 provinces du pays, seront dotées de TGI et d'ici fin 2020, les 18 autres TGI avant fin 2025. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de la Cour de Répression de la Délinquance Economique et Financière ; - Adapter les textes régissant les différents corps de contrôles du pays aux 	<p>La nouvelle architecture prévue par l'UPC ne sera-t-elle pas plus budgétivore qu'efficace (conseil à la présidence, au 1er ministère, collège de défense) ? Tout cela pour quel résultat concrètement ?</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
	<p>Terroristes et passer d'une situation de guerre à une situation de dissuasion ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Architecture de la sécurité nationale : création de plusieurs institutions, organes et/ou comités afin de lutter efficacement. Ce sont : le Conseil de Sécurité Nationale intégré à la Présidence du Faso, le Conseil de Sécurité Intérieure intégré au Premier ministère, des postes de Conseiller en Sécurité Nationale et de Conseiller en Sécurité Intérieure, un Collège National de Défense (avec pour mission de préparer les futurs décideurs stratégiques à l'analyse stratégique et à la sécurité nationale, et à mobiliser, coordonner et employer les ressources du Burkina Faso), le Centre National d'Etudes Stratégiques (CNES)... ; - Le renforcement des capacités et la réorganisation des FDS : à cet effet sera créé le Commandement Central du Burkina Faso (COMCENT). La COMCENT assurera le commandement et le contrôle interarmées dans la planification et la conduite des opérations de sécurité nationale et antiterroristes 24h/24 et 7J/7. La création dès 2021 du Commandement des Opérations Spéciales (COMOS) qui regroupera toutes les unités des forces spéciales de l'armée burkinabè. La création d'une Brigade d'Intervention Rapide (BIR) constituée de 7 000 hommes, d'un corps des gardes-frontière qui sera une agence de sécurité nationale avec une mission dédiée. Des bases militaires aux frontières soutenues par la construction d'une ceinture de surveillance technologique aux frontières. Fabrication de 	<p>Les communes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, seront dotées chacune d'un TGI supplémentaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La création de la Cour de Répression de la Délinquance Economique et Financière (CRDEF) ; - La création d'un corps de police judiciaire placé sous l'autorité du Procureur du Faso ; - Rendre accessible la justice sur le plan psychologique en simplifiant le langage judiciaire ; - L'assistance judiciaire pour les personnes défavorisées, les mineurs et les femmes ; - Proposer une stratégie de gestion de la succession au trône des chefferies traditionnelles ; - Réaliser la réconciliation nationale sous le triptyque vérité-justice-réconciliation. 	<p>normes conformément aux directives de l'UEMOA et à la loi relative aux lois de finances ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un programme d'élimination de la corruption avec la participation active des organes de contrôle interne comme l'ASCE-LC et des organisations de la Société civile comme le REN-LAC ; - Création d'un fond d'appui destinés aux structures de lutte contre la corruption et de promotion de la bonne gouvernance reconnues d'utilité publique ; - Création d'une police économique et financière ; - Engagé la responsabilité pénale, civile et financière des architectes, des cabinets de suivi-contrôle et des entreprises en cas de mauvaises exécutions des marchés publics de travaux de construction. 	



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
	<p>munitions de petit calibre, de pièces de rechanges, de blindage, et l'entretien des armes et du matériel le plus courant. La gratuité du logement (avec droit de propriété plein et entier), de l'éducation et de la santé aux familles (femme, enfants, mère, père) de tous les membres des FDS tombés au front ou en situation d'invalidité permanente et totale depuis 2015, sans exception</p> <ul style="list-style-type: none"> – Construire un hôpital militaire moderne, instaurer le Service National obligatoire pour construire la Nation, renforcer le travail des FDS, et aider à l'identification des personnes présentant un risque d'exclusion sociale ou criminel afin de les assister ; – La coopération en matière de défense et de sécurité : mettre fin au double discours sur nos alliances en assumant nos alliances stratégiques. 			
FARAMA Ambroise	Ségui	<ul style="list-style-type: none"> – Rapprocher la justice du justiciable et à renforcer la confiance du justiciable en son système judiciaire – Alléger les procédures judiciaires – Réduire les délais de traitement et d'efficacité du système judiciaire. – Faire entrer dans nos règles de droit les valeurs morales et traditionnelles. – Justice sociale : gratuité de la prise en charge du traitement du cancer du sein, recueillir les enfants de rue dans un centre construit par l'état, prise en charge de tout handicap 	<ul style="list-style-type: none"> – Porter le niveau de satisfaction des usagers de l'administration publique à 95% en 2025 – Réduire le train de vie de l'état – Mettre fin à l'impunité – Valoriser la pratique de déclaration des biens des autorités publiques ; – Instaurer à nouveau à l'école l'instruction civique pour les « tout-petits », et dans les collèges, les lycées et grandes écoles l'enseignement des droits civiques 	<p>Le niveau de satisfaction de la population vis-à-vis de l'administration publique est de 79% selon le rapport 2018 de l'INSD.OPA s'engage à la ramener à 95% en 2025. Quelles mesures pour parvenir à cela ?</p> <p>Les statistiques révèlent que 10% de l'effectif total, soit 897 enfants âgés de 0 à 5 ans, sont généralement utilisés par des mères pour des activités de mendicité et certains utilisés par les maîtres coraniques. Que sera-t-il fait dans ces cas ?</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
	<ul style="list-style-type: none"> Relire la Politique nationale de défense, le Plan stratégique pour la réforme des forces armées nationales et les lois portant statut général et conditions d'avancement des personnels des forces armées nationales. 			
KABORE Roch Marc Christian	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à la mise en œuvre de la loi de programmation militaire ; Renforcer la formation et le déploiement des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) ; Faire de la cybersécurité une des grandes priorités ; Intensifier la coopération au sein du G5 Sahel ; Dès le premier semestre de 2021, un forum de réconciliation avec l'ensemble des forces vives ; Mettre en place un centre de déradicalisation et de réinsertion sociale des jeunes victimes de l'enrôlement et de l'endoctrinement terroriste. 	<ul style="list-style-type: none"> La réforme globale du Code électoral ; La poursuite des concertations en vue de l'adoption d'un statut de la chefferie coutumière ; La relecture de la charte des partis et formations politiques La relecture des textes législatifs et réglementaires encadrant l'exercice des libertés religieuses ; La mise en place de règles adaptées à l'exercice des libertés dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités opérationnelles de l'Autorité supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC). La relecture de la loi sur les libertés d'association pour prendre en compte la lutte contre le blanchiment des capitaux et la lutte contre le terrorisme ; 	<p>L'adoption d'un statut de la chefferie coutumière s'accompagnera t'elle d'une rémunération, si oui est-ce un revenu universel pour tous ? Si non sur quelle base se fera la rémunération ?</p> <p>Continuer dans les mêmes efforts (VDP, G5...) + centre de déradicalisation. Les méthodes actuelles n'ont-elles pas montrées leur limite ?</p> <p>Pas de grandes réformes en vue, est-ce à dire que l'état actuelle de la situation est satisfaisant ? comment rendre accessible la justice à tous les burkinabè ? réduire les frais liés à la recherche de justice ?</p>
KAM Yéli Monique	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'image des FDS par l'implication du génie militaire dans la construction des infrastructures ; Renforcer le moral et l'état d'esprit des troupes (casernes et logements pour les militaires et personnels de la sûreté nationale, mise en place de monuments dans chaque chef-lieu de région. Construction des maisons de combattants dans la capitale politique et dans les chefs-lieux de région, création d'une structure en charge des pupilles de la nation) ; Rétablir le service militaire pour les fonctionnaires et les volontaires des administrations privées 	<ul style="list-style-type: none"> L'inscription de la liberté d'expression, la protection des journalistes et de leurs sources d'information dans une charte de la démocratie ; La création d'une chambre des sages de 130 membres pour rééquilibrer les pouvoirs et permettre aux burkinabè de se sentir protégés. Le renforcement de la sécurité juridique et judiciaire par l'institution de commissions d'évaluation des magistrats auprès d'une chambre des sages, composées de magistrats et de personnalités de la société civile ; Equiper les forces de sécurité en matière de police judiciaire, de police scientifique, d'enquêtes économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Conditionner la rémunération des parlementaires à leur présence effective lors des travaux en session du Parlement, suspendre immédiatement tout agent de l'Etat faisant l'objet d'accusation documentée et sa mise à examen...; Faire de la société civile et des médias, un maillon essentiel dans la lutte contre la corruption ; Prendre des mesures de prévention de la corruption : simplifier et publier les procédures administratives en matière de sanction, informatiser le système de passation des marchés publics afin d'en accroître la transparence et de réduire au strict nécessaire les 	<p>Pour faire face aux différentes menaces terroristes par un redéploiement des troupes sur le terrain, le génie militaire met en place des emplacements, des postes de combats qui permettent aux militaires d'être plus efficaces. Aussi le déminage des Engins explosifs improvisés (EEI) mis en place par les groupes terroriste est une des prérogatives du génie militaire. Ce qui fait de ce corps un pilier essentiel dans la lutte contre l'insécurité. Leur réaffectation dans la construction des infrastructures non militaires pour redorer l'image des forces de l'ordre auprès de la population pourrait faire penser à une mauvaise utilisation des ressources de nos FDS.</p> <p>Apport axé sur la motivation et le moral des FDS, est-ce suffisant avec les défis grandissants et les HANI qui n'arrêtent pas d'étendre leur territoire</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
			<ul style="list-style-type: none"> – contacts avec les soumissionnaires, limiter les contacts entre l'administration et les administrés en instaurant la e-gouvernance, supprimer progressivement les paiements en espèce dans les administrations, muter très régulièrement les fonctionnaires. 	d'opération ? Comment rétablir l'intégrité du territoire sans stratégie de défense ?
KOMBOIGO Wend-Venem Eddie Constance Hyacinthe	<ul style="list-style-type: none"> – Organiser des concertations nationales à l'intérieur et à l'extérieur du pays ; – Organiser un forum de réconciliation nationale dont le comité de pilotage sera assuré par des personnalités morales et des autorités coutumières et religieuses ; – Mettre en place une commission vérité, justice, réparation et réconciliation ; – Créer un centre national de surveillance du territoire ; – Renforcer la coopération militaire sous régionale et internationale en matière de sécurité et de défense ; – Négocier avec les groupes rebelles en vue de parvenir à leur désarmement et à leur réinsertion dans la société ; – Mise en place d'un cadre de concertation qui va fixer de façon consensuelle le sens et le contenu du concept de réconciliation nationale, son champ d'application, la méthodologie adaptée et les étapes du processus. 	<ul style="list-style-type: none"> – Réformer la Constitution du Burkina Faso, passer à une nouvelle République où les nouveaux droits ne devraient pas être en contradiction avec les fondamentaux de notre société ; – Mettre en place de concert avec le CSM et les autres acteurs de la justice des mécanismes de collaboration d'une part entre acteurs eux-mêmes, et d'autre part avec l'Exécutif ; – Créer un Centre de formation des professions judiciaires pour assurer la formation initiale et continue des magistrats et autres acteurs de la justice placés sous la responsabilité du CSM ; – Construire des sièges des hautes Cours (Cour de Cassation, Conseil d'Etat) ; – Relire la loi portant organisation judiciaire afin de faire participer les populations à l'œuvre de rendre justice ; – Evaluer régulièrement le fonctionnement et l'état de l'indépendance de la justice ; – Améliorer les conditions de vie des détenus. 	<ul style="list-style-type: none"> – Introduire les outils de qualité pour accroître les performances – Mettre en place un programme spécial d'amélioration des conditions de travail des agents publics de l'Etat ; – Instaurer le dialogue social en panne avec les syndicats de sorte à régler de façon négociée tous les différends pendants ; – Mettre en place un programme de suivi des performances et de la qualité de l'administration publique ; – Réviser la loi sur la corruption pour étendre le contrôle de la transparence dans la gestion des entreprises publiques et celles privées ; cette autorité anticorruption soumettra directement tous les cas de corruption à la justice pénale. Le président de l'institution jouera le rôle de procureur général près du tribunal ; – Renforcer les pouvoirs et les moyens de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF). 	<p>☐ Négocier avec les groupements terroristes voudraient dire que ces groupes sont identifiés et connus, or la quasi-totalité des attaques aujourd'hui sont le fait des HANI. Leurs motivations restent inconnues. La reddition et la réinsertion souhaitée de ces terroristes se fera-t-elle avec ou sans jugement ? Cette démarche risque d'encourager la persistance dans la terreur qui sera ainsi perçue comme un moyen d'obtenir des contreparties. Certains aventuriers y verraient dans cette possibilité l'opportunité de prendre en otage la communauté nationale en s'érigeant leaders d'organisations terroristes, avec des actes violents pour ensuite monnayer leurs redditions contre des faveurs indues. En outre, négocier avec les terroristes sous-entend proposer des contreparties ; quelles contreparties peuvent être proposées ? Sachant que des leaders terroristes comme Ag Ghali qui sont inscrit sur la liste des terroristes à éliminer par les États Unis et d'autres pays. Cela ne risque-t-il pas de créer une crise diplomatique ?</p>
	<ul style="list-style-type: none"> – Dialoguer avec toutes les parties prenantes et solliciter l'expertise 	<ul style="list-style-type: none"> – Justice économique : faire des audits de toutes les sociétés d'État, taxer les entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> – Pour les cent premiers jours : la rédaction d'une Charte 	Négocier avec les groupements terroristes voudrait dire que ces groupes sont identifiés et connus, or



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
<p>OUEDRAOGO Ablassé</p>	<p>dans le domaine de la sécurité au Sahel ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création du Conseil de Sécurité Nationale Burkinabè (CSNB) chargée de conseiller le Président du Faso sur l'intégration des politiques, internes, étrangères et militaires liées à la sécurité nationale. Elle aura pour rôle d'anticiper les menaces (par le renseignement) et les actions dans tous les domaines civils et militaires ; - Utiliser de façon idoine les dispositifs traditionnels de collecte de renseignements ; - Assécher les sources de recrutement des mouvements extrémistes en installant dans les zones les plus touchées des activités génératrices de revenus significatifs ; - Créer un plan de rattrapage pour les enfants déplacés n'ayant pas suivi de cours pendant plusieurs mois ; - Former les déplacés internes à des métiers leur permettant de générer des revenus dans les localités où ils se sont réfugiés ; - Concevoir une stratégie de réintégration, de sécurisation et de reconstruction des déplacés dans leur localités d'origine ; - Développer le renseignement électronique notamment à travers la formation de spécialistes ; - Dialoguer avec toutes les parties prenantes ; - Introduire dans les programmes d'enseignement de l'histoire des volets relatifs aux luttes non-violentes ou aux réconciliations. 	<p>Internationales/Multinationales à un certain pourcentage de leur chiffre d'affaires pour la création d'une caisse spéciale pour les victimes du terrorisme, taxer les entreprises nationales en fonction de leur chiffre d'affaires pour la création d'une caisse spéciale de projets d'intérêt des plus démunis, élimination du trafic de la vente des faux médicaments en légiférant sur de lourdes peines de prisons pour les vendeurs et fabricants ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la justice sociale : favoriser la création de caisses coopératives, permettre une meilleure accessibilité aux micro-crédits, valoriser la société civile qui devrait jouer un rôle de veille citoyenne et d'alerte à travers un statut officiel ; - La justice judiciaire : apporter une diligence accrue dans le traitement des dossiers en cours - Refondation du médiateur du Faso qui sera dirigé par les coutumiers, les religieux et des sages de la nation qui formeront un conseil. Le médiateur du Faso et les membres ne sont pas nommés ils sont installés par une résolution votée par l'assemblée nationale ; - Création d'un Département Ministériel Charge De La Réconciliation Nationale Et Le Vivre-Ensemble à travers la formation d'un Ministère pour la promotion nationale, la réconciliation, la cohésion sociale et le vivre-ensemble ; - Adoption d'un statut de la chefferie traditionnelle ; - Initiation d'une loi sur les conflits d'intérêts et l'intérêt public sera défendu par le Haut-Commissaire aux conflits d'Intérêts et à l'éthique ; 	<p>de la bonne gouvernance et de la transparence qui régira l'action publique ; la création de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance et la Transparence (sous l'autorité directe du Président du Faso, cet organe assurera la transparence et faire en sorte que l'application de la Charte de la bonne gouvernance soit traduite dans tous les secteurs et actions publiques) ; la publication des avantages, traitements et salaires liés aux fonctions de membres du gouvernement, présidents d'institutions et hauts cadres de l'administration ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La création d'un Haut-Commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique pour prévenir et sanctionner tous les risques et délits d'initiés. - Faire évoluer l'Autorité de Régulation comme société Privé/Public avec un Conseil d'Administration mixte et le Commissariat aux Comptes assuré par l'Ordre des Experts Comptables du Burkina et le Patronat. 	<p>la quasi-totalité des attaques aujourd'hui sont le fait des HANI. Leurs motivations restent inconnues. La reddition et la réinsertion souhaité de ces terroristes se fera-t-elle avec ou sans jugement ? Cette démarche risque d'encourager la persistance dans la terreur qui sera ainsi perçue comme un moyen d'obtenir des contreparties. Certains aventuriers y verraient dans cette possibilité l'opportunité de prendre en otage la communauté nationale en s'érigeant leaders d'organisations terroristes, avec des actes violents pour ensuite monnayer leurs redditions contre des faveurs indues. En outre, négocier avec les terroristes sous-entend proposer des contreparties ; quelles contreparties peuvent être proposées ? Sachant que des leaders terroristes comme Ag Ghali qui sont inscrit sur la liste des terroristes à éliminer par les États Unis et d'autres pays. Cela ne risque-t-il pas de créer une crise diplomatique ?</p> <p>Comment installer dans les zones les plus touchées par le terrorisme des activités génératrices de revenus significatifs sans y avoir ramener la paix au préalable ?</p> <p>Taxer les entreprises locales sur leurs chiffres d'affaires pour certaines déjà fragiles, ne risquez-vous pas de les fragiliser davantage ? Le chiffre d'affaire étant différent du bénéfice même avec un bilan négatif elles seront obligées de cotiser.</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
		<ul style="list-style-type: none"> Création d'un tribunal spécial pour les auteurs d'actes terroristes ; Institution d'une assistance juridique, de cliniques juridiques animées bénévolement par les avocats, étudiants de droit, juristes et professeurs. 		
OUEDRAOGO Naamdouda Gilbert	<ul style="list-style-type: none"> Sur le plan de la prévention : mettre en place des cellules dynamiques pour identifier les couches susceptibles de rejoindre les rangs des groupes radicaux, faire un audit des formations existantes et les adapter à la menace terroriste, adopter une loi de programmation sécuritaire en plus de la loi de programmation militaire de 2018, pour rendre effective la prise en charge des pupilles de la nation. Sur le plan de l'opérationnel : créer un centre de commandement pour la défense et la sécurisation dans les zones touchées par l'extrémisme violent, instaurer une indemnité spéciale « terrorisme » d'un montant substantiel. Octroyer une bonification à titre posthume de deux grades à tout soldat tombé sur le champ d'honneur pour le calcul de ses indemnités au profit de ses ayants droit, former tout citoyen âgé de 18 ans et plus. Élaborer une politique de « main tendue » à nos compatriotes qui ont rejoint les groupes terroristes à travers une amnistie des cas les moins graves et une réinsertion sociale. Pour la paix et la cohésion sociale : convoquer un forum national sur la démarche de la réconciliation nationale, mettre en place une stratégie de mobilisation des femmes dans la recherche de la cohésion sociale et de la réconciliation, consacrer la fête nationale de l'indépendance « 	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte systématique du genre dans toutes les politiques publiques ; Engager les réformes contenues dans le pacte national pour le renouveau de la justice de 2015 Améliorer les conditions de détention et éradiquer la surpopulation carcérale. 	<ul style="list-style-type: none"> Légaliser les commissions des apporteurs d'affaires (taux de 5% et imposé) ; Faire de la reddition de compte une obligation pour toutes les institutions de la République ; La traçabilité, la transparence et la redevabilité de la gouvernance par opérée par l'E-gouvernement. 	<p>L'amnistie des cas les moins graves qui sera proposée aux combattants des groupes terroristes. Quel est le baromètre des cas des moins graves ? Est-ce une sorte de réconciliation sans jugement ?</p> <p>Concrètement quelles sont les parties à réconcilier ? (Anciens caciques du pouvoir - actuels au pouvoir – terroristes ayant déposé les armes– victimes des différents régimes depuis la Révolution de 83 jusqu'à nos jours ?</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
	<p>Journée nationale de l'unité nationale » , instaurer un quota de 30% pour les jeunes dans les postes électifs et nominatifs ,valoriser l'apport des jeunes à la gouvernance du pays par la mise à la disposition du Conseil National de la Jeunesse d'un budget institutionnel de fonctionnement annuel ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les personnes détenues pour opinion politique seront libérées et le retour des exilés politiques permis. 			
<p>OUEDRAOGO Kadré Désiré</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Dialoguer avec toutes les parties prenantes et solliciter l'expertise dans le domaine de la sécurité au Sahel ; - Création du Conseil de Sécurité Nationale Burkinabè (CSNB) chargée de conseiller le Président du Faso sur l'intégration des politiques, internes, étrangères et militaires liées à la sécurité nationale. Elle aura pour rôle d'anticiper les menaces (par le renseignement) et les actions dans tous les domaines civils et militaires ; - Utiliser de façon idoine les dispositifs traditionnels de collecte de renseignements ; - Assécher les sources de recrutement des mouvements extrémistes en installant dans les zones les plus touchées des activités génératrices de revenus significatifs ; - Créer un plan de rattrapage pour les enfants déplacés n'ayant pas suivi de cours pendant plusieurs mois ; - Former les déplacés internes à des métiers leur permettant de générer des revenus dans les localités où ils se sont réfugiés ; - Concevoir une stratégie de réintégration, de sécurisation et de reconstruction des déplacés dans leur localités d'origine ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Justice économique : faire des audits de toutes les sociétés d'État, taxer les entreprises Internationales/Multinationales à un certain pourcentage de leur chiffre d'affaires pour la création d'une caisse spéciale pour les victimes du terrorisme, taxer les entreprises nationales en fonction de leur chiffre d'affaires pour la création d'une caisse spéciale de projets d'intérêt des plus démunis, élimination du trafic de la vente des faux médicaments en légiférant sur de lourdes peines de prisons pour les vendeurs et fabricants ; - Pour la justice sociale : favoriser la création de caisses coopératives, permettre une meilleure accessibilité aux micro-crédits, valoriser la société civile qui devrait jouer un rôle de veille citoyenne et d'alerte à travers un statut officiel ; - La justice judiciaire : apporter une diligence accrue dans le traitement des dossiers en cours - Refondation du médiateur du Faso qui sera dirigé par les coutumiers, les religieux et des sages de la nation qui formeront un conseil. Le médiateur du Faso et les membres ne sont pas nommés ils sont installés 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les cent premiers jours : la rédaction d'une Charte de la bonne gouvernance et de la transparence qui régira l'action publique ; la création de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance et la Transparence (sous l'autorité directe du Président du Faso, cet organe assurera la transparence et faire en sorte que l'application de la Charte de la bonne gouvernance soit traduite dans tous les secteurs et actions publiques) ; la publication des avantages, traitements et salaires liés aux fonctions de membres du gouvernement, présidents d'institutions et hauts cadres de l'administration ; - La création d'un Haut-Commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique pour prévenir et sanctionner tous les risques et délits d'initiés. - Faire évoluer l'Autorité de Régulation comme société Privé/Public avec un Conseil d'Administration mixte et le Commissariat aux Comptes assuré par l'Ordre des 	<p>Négocier avec les groupements terroristes voudrait dire que ces groupes sont identifiés et connus, or la quasi-totalité des attaques aujourd'hui sont le fait des HANI. Leurs motivations restent inconnues. La reddition et la réinsertion souhaité de ces terroristes se fera-t-elle avec ou sans jugement ? Cette démarche risque d'encourager la persistance dans la terreur qui sera ainsi perçue comme un moyen d'obtenir des contreparties. Certains aventuriers y verraient dans cette possibilité l'opportunité de prendre en otage la communauté nationale en s'érigeant leaders d'organisations terroristes, avec des actes violents pour ensuite monnayer leurs redditions contre des faveurs indues. En outre, négocier avec les terroristes sous-entend proposer des contreparties ; quelles contreparties peuvent être proposées ? Sachant que des leaders terroristes comme Ag Ghali qui sont inscrit sur la liste des terroristes à éliminer par les États Unis et d'autres pays. Cela ne risque t'il pas de créer une crise diplomatique ?</p> <p>Comment installer dans les zones les plus touchées par le terrorisme des activités génératrices de revenus significatifs sans y avoir ramener la paix au préalable ?</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
	<ul style="list-style-type: none"> - Développer le renseignement électronique notamment à travers la formation de spécialistes ; - Dialoguer avec toutes les parties prenantes ; - Introduire dans les programmes d'enseignement de l'histoire des volets relatifs aux luttes non-violentes ou aux réconciliations. 	<ul style="list-style-type: none"> - par une résolution votée par l'assemblée nationale ; - Création d'un Département Ministériel Charge De La Réconciliation Nationale Et Le Vivre-Ensemble à travers la formation d'un Ministère pour la promotion nationale, la réconciliation, la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Adoption d'un statut de la chefferie traditionnelle ; - Initiation d'une loi sur les conflits d'intérêts et l'intérêt public sera défendu par le Haut-Commissaire aux conflits d'Intérêts et à l'éthique ; - Création d'un tribunal spécial pour les auteurs d'actes terroristes ; - Institution d'une assistance juridique, de cliniques juridiques animées bénévolement par les avocats, étudiants de droit, juristes et professeurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Experts Comptables du Burkina et le Patronat. 	<p>Taxer les entreprises locales sur leurs chiffres d'affaires pour certaines déjà fragiles, ne risquez-vous pas de les fragiliser davantage ? Le chiffre d'affaire étant différent du bénéfice même avec un bilan négatif elles seront obligées de cotiser.</p>
SESSOUMA Do Pascal	<ul style="list-style-type: none"> - Engager des négociations, avec le Proche et le Moyen Orient pour mettre fin au terrorisme ; - Une réforme en profondeur de l'armée nationale, qui pourrait aboutir à terme à la démilitarisation du Burkina Faso. ; - Renoncer à la guerre pour finir avec l'achat de matériels de guerre. Réaffecter le budget de la défense aux secteurs vitaux (eau, santé, éducation, routes). Une autre partie du budget dédié à la défense servira à renforcer la sécurité, et à améliorer les conditions de vie et de travail des agents de la police et de la gendarmerie, afin qu'ils soient de véritables « gardiens de la paix » ; <p>La démilitarisation se fera sur le volontariat. Les militaires désirant garder l'uniforme resteront. Leur place sera dans des bataillons spécialement dédiés à la surveillance des frontières et à la protection civile, tout comme dans le bataillon Laafi qui sera maintenu pour</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'Instauration d'une gouvernance par rotation du pouvoir entre les zones géographiques du Burkina Faso, pour empêcher toute velléité de monopolisation du pouvoir par un groupe au détriment des autres groupes ; - Pour mettre fin à l'impunité des magistrats, les juges seront jugés par des juges d'autres pays ; - Désengorger les palais de justice par la mise en place de tribunaux spéciaux : par exemple, la cour des moyennes créances, les bureaux de règlements des OPJ, les tribunaux familiaux d'arrondissement et de quartiers, et les bureaux des litiges communautaires ; - Sous certaines conditions, un avocat pourra devenir juge. Tout juge accusé d'actes contraires à 	<ul style="list-style-type: none"> - L'ASCE- LC sera supprimée et remplacée par l'agence de répression de la corruption (ARC), avec sous ses ordres une commission permanente de vérification et de contrôle des biens publics et privés. L'ARC aura un bras armé qu'est la brigade de répression de la corruption (BRC) ; - Un citoyen qui aura dénoncé un cas de détournement, sur la base de preuves ou des indices de preuves, pourra recevoir 25% du montant en jeu, après recouvrement. En outre, ce citoyen se verrait reconnaître le titre de « Serviteur de la république », et placé sous protection de l'Etat. 	<p>Vision Burkina voudrait mettre un terme au terrorisme dans 18 mois et pense que la solution du terrorisme se trouve au proche et moyen orient. Comment sait-on que la solution s'y trouve ? Quant on ne connaît pas ceux qui ne nous attaquent ni leurs motivations. Les négociations se feront elles en corrélation avec les pays victimes ?</p> <p>La plupart des pays sans armée (trentaine environ) sont des pays de petite taille et ont des populations n'excédant pas les 500 000 habitants. De fait, ils disposent soit d'un accord de défense avec un pays tiers qui précise que c'est l'armée d'un autre pays qui doit assurer sa défense en cas de nécessité (l'Islande, membre de l'OTAN, les États fédérés de Micronésie ont des accords de défense avec les États-Unis), soit de petites forces paramilitaires (Maurice possède une</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
	<p>être la contribution du Burkina Faso pour les opérations de maintien de la paix dans le monde. Certains militaires pourront être intégrés dans la gendarmerie ou dans la brigade nationale des sapeurs-pompiers, D'autres seront reversés dans les corps -para militaires en conservant tous leurs avantages. A tous les militaires qui voudront quitter l'armée, VISION BURKINA proposera des indemnisations pour leur reconversion. Sous toutes réserves, le montant de l'indemnisation de chaque militaire sera calculé en fonction des années de service restantes, avec prise en compte des avancements au regard des états de service.</p>	<p>l'éthique et à la déontologie du magistrat sera entendu par la commission de discipline du Conseil supérieur de la magistrature ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les chefs coutumiers seront les facteurs clé de la cohésion sociale. Huit chefs seront les interlocuteurs exclusifs de l'Etat, avec le titre officiel de « protecteurs de la paix ». Il s'agit du Mogho Naba, du Dima de Zoungratanga, du Roi du Yatenga, du Dima de Boussouma, du Roi du Goulmou, de l'Emir du Liptako, du Chef suprême des Bobos Mandarès, et du Chef de canton de Dédougou. Ces chefs coutumiers incontestés seront rétribués selon la taille de la population vivant sur leur territoire, par un impôt coutumier. Cet impôt coutumier sera prélevé sur les frais d'une carte de résidence qui sera obligatoire pour tout citoyen. En contrepartie, les chefs coutumiers n'auront pas le droit de faire de la politique, ils n'auront pas le droit de vote, ils n'auront pas non plus le droit de donner des consignes de vote. 		<p>force spéciale de 1 500 hommes). Le Costa Rica et le Panama sont les deux pays les plus peuplés de cette liste, avec chacun un peu plus de 4 millions d'habitants. Sachant que le Burkina Faso possède plus de 16 millions d'habitants et 6 pays limitrophes dont la majorité est sécuritairement instable est-ce une solution adaptée à nos réalités ? Pour vous, pour mettre fin à l'impunité des magistrats, les juges seront jugés par des juges étrangers, pensez-vous qu'il n'y a pas de magistrats intègres au Burkina Faso capable de juger ses pairs ?</p>
SOMA Abdoulaye	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration d'un service militaire obligatoire pour tous les jeunes de 20 à 35 ans (1 million de jeunes/an) pour une durée de 1 an fractionnable en 4 fois maximum. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire élire le ministre de la justice garde des sceaux et le président du conseil constitutionnel directement par le peuple ; - Les chefs des juridictions et les membres du conseil constitutionnel seront élus par le parlement au bulletin secret ; - Instauré un droit des juges d'avoir tous les trois ans un congé sabbatique pour le recyclage à l'Université ; - Un programme vérité totale – réparation juste – réconciliation intègre. 		<p>Selon les chiffres de l'INSD environ 4 individus sur 10 estiment que le gouvernement est efficace dans la lutte contre la corruption et plus de la moitié des individus affirment que la corruption est un problème pour le pays. Nous remarquons que dans le programme de "Soleil d'Avenir «il est manque un chapitre sur la lutte contre la corruption. Qu'en est-il aujourd'hui ?</p> <p>Quelles sont les propositions concrètes pour résoudre la question immédiate de l'insécurité ?</p>



Candidats	Paix et sécurité	Justice et état de droit	Lutte contre la corruption	
TASSEMBEDO Claude Aimé	<ul style="list-style-type: none"> – Mettre en place un Comité de Guerre où siègent des vétérans de Guerre, et des militaires reconnus pour leurs compétences. Leurs rôles sont de faire des propositions pour l'équipement et les stratégies militaire ; – Faire des coopérations militaires gagnant-gagnant pour le renseignement ; mettre en œuvre des politiques de nouvelle technologie comme les drones. 	<ul style="list-style-type: none"> – Accélérer le jugement des dossiers de crimes politiques et économiques par des tribunaux spéciaux (en s'inspirant des TPR) ; – Vider le contenu des contentieux sociopolitiques au bout de 6 mois, pour permettre la réconciliation nationale. 	<ul style="list-style-type: none"> – Création d'un ministère d'état, Ministère chargé du contrôle étique et de l'efficacité gouvernemental pour lutter contre la corruption et qui va entre-autres mener un audit annuel des ministères et sociétés d'Etat, créer un comité de contrôle de l'éthique des agents de la fonction publique, lutter contre la corruption et les infractions assimilées. 	<ul style="list-style-type: none"> – Les vétérans de guerres et militaires compétents sont-ils au fait de toute l'actualité militaire ? La coopération avec les autres pays sur le plan renseignement est-elle suffisante ? – Comment accélérer les jugements (dossiers crimes politique et économiques) et vider les contentieux sociopolitiques en 6 mois sans véritable enquête et avec les moyens humains et matériels existant (Par exemple les nouvelles affaires civiles et commerciales sont passées de 12901 en 2016 à 17259 en 2018. Les décisions dans les affaires civiles et commerciales étaient de 10082 en 2016 et 15172 en 2018) ? Ne serait-ce pas une utopie de vouloir régler les contentieux en si peu de temps ?

3. DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

Cette partie propose une analyse des programmes politiques sous l'angle des infrastructures (physiques et non). Tenant compte de la complexité du thème infrastructure, l'analyse a été faite en le subdivisant en des sous thèmes. Nous soulignons ensuite les solutions proposées par chaque candidat puis apportons une analyse critique. Le tableau 4 suivant propose la synthèse.

Tableau 3 : Analyse des propositions pour développer les infrastructures



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
BARRY Tahirou	Eau et Assainissement	<p>100 petits barrages d'un coût maximum de 5 milliards seront construits et 400 barrages seront réhabilités assurer une mise à jour annuelle de la situation des eaux du pays ; renforcer le système de sécurisation des ouvrages de mobilisation de l'eau en vue de leur protection contre toutes actions de dégradation mettre en œuvre une politique hydro diplomatique avec les pays partageant les mêmes bassins versants internationaux fluviaux ou bassin hydrographique</p> <p>doter chaque localité d'ouvrages d'eau potable (forages et puits équipés de pompe) ; favoriser et mettre en œuvre dans chaque commune des schémas directeurs d'assainissement ; réaliser 400 000 latrines hygiéniques familiales et publiques à travers tout le pays.</p>	<p>Le candidat en préambule de son programme pour l'eau a dressé un état des lieux quasi exhaustif et donné des indicateurs sur cette question au Burkina. La proposition de réalisation des 100 petits barrages a aussi le mérite d'avoir été chiffrée. A ce propos, quelle est la définition d'un "petit" barrage ? Quelle capacité en m3 est visée par ces barrages ? Quelles sont les localités cibles de ce programme de réalisation de barrage ?</p> <p>Nous saluons la proposition du candidat proposant de mettre en place une politique hydro diplomatique sous régionale. Cependant le candidat aurait gagné à indiquer les premières lignes de cette politique. Comment cela se transcrit-il : réalisation de canaux, adduction depuis les fleuves par pipeline ?</p>
	Infrastructures de transport et logement	<p>Relire la loi 57-2008 portant promotion immobilière au Burkina pour mieux encadrer l'activité des sociétés immobilières en imposant des conditions impératives des détentions préalables de titres fonciers avant tout début d'aménagement et la mise en valeur intégrale avant l'acquisition de tout autre site ; renforcer la capacité de la SONATUR et la CEGECI afin de les permettre de mettre à la disposition des citoyens des terrains urbain aménagés à moindre coût chaque secteur de la ville, tous les quartiers vont disposer chacun d'un plateau d'équipement sportifs (foot, basket, volley, hand ball, sautoir, etc.), d'un jardin public de libre accès avec des aménagements adaptés</p> <p>développer des villes de moyenne importance en stimulant leur croissance par la décentralisation industrielle, commerciale et touristique selon les spécificités de chaque province</p> <p>construire dix mille (10 000) logements sociaux par an avec la valorisation des matériaux locaux de constructions</p> <p>Certains quartiers périphériques de Ouagadougou et de bobo bénéficieront respectivement de 150 km et 100 km de routes bitumées. Les autres régions bénéficieront de 50 km de routes bitumées.</p> <p>Désenclaver le pays en accélérant la construction et la réhabilitation des routes nationales</p> <p>démarrer les travaux de l'aéroport international de Donsin avec pour nom de baptême « aéroport Thomas SANKARA » ;</p>	<p>Le candidat a dressé une liste avec un certain nombre de propositions sans budgétisation ni calendrier.</p>
	Energie	<p>mettre en œuvre un projet d'électrification rurale décentralisée par le système solaire photovoltaïque des provinces ne disposant pas de barrages hydro électriques ; électrifier 1000 localités par le système solaire photovoltaïque ou hybride ; développer l'énergie solaire à travers une vaste politique de création de mini centrales solaires photovoltaïques ; réaliser treize (13) centrales solaires photovoltaïques de 25 MWC minimum en raison d'une centrale par région ; électrifier certains quartiers périphériques des villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.</p>	<p>Pas de budgétisation de ces propositions ni d'échéancier. Nous saluons cependant la proposition de réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque par région. Cela est adéquat, le Burkina Faso étant doté d'un bon ensoleillement et cela constitue une réelle perspective d'avenir.</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
DIABRE Zéphirin	Eau et Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> -Atteindre 90% de taux d'accès à l'eau potable (75.4%actuellement) -Construire 17 000 PEM (Point D'eau Moderne) -Construire 600 AEPS (Adduction d'Eau Potable Simplifiée) -Transférer la compétence eau aux collectivités territoriales -Création d'un FFDE (Fond Financier pour le Développement de l'Eau) -Atteindre 45% de taux d'accès à l'assainissement (23.6% actuellement) -Mise en place de canalisations souterraines dans les zones urbaines -12% du budget national sera consacré au secteur de l'eau et de l'assainissement chaque année 	<ul style="list-style-type: none"> -Le besoin y est et le programme est cohérent. -Programme ambitieux avec un accompagnement financier important. -Il faut noter que le candidat indique un planning de réalisation de ces projets dans son programme.
	Energie	<ul style="list-style-type: none"> -Passer de 22.5% à 45% de taux d'électrification en 2025 -Augmentation de la capacité de production de 500 MW en 5 ans -Développer l'énergie solaire -Accompagner les ménages sur le solaire -50 milliards par an pour l'électrification rurale -Construire des centrales biomasse -Construction de centrales hydroélectriques -Poursuivre de l'interconnexion avec le Ghana 	<ul style="list-style-type: none"> -Programme cohérent vu le besoin actuel -Données chiffrées disponibles -Moyens alloués importants -Projet ambitieux et réaliste
	Logement	<ul style="list-style-type: none"> -Promouvoir une politique de logement social -Construction de cités en zones rurales et urbaines -Création d'une banque publique d'investissement -Favoriser l'accès à la propriété par le biais de crédits immobiliers -Création d'un guichet unique du logement 	<ul style="list-style-type: none"> Cette politique est cohérente et exprime un réel besoin. Cependant nous notons l'absence de données chiffrées et d'échéancier de réalisation pour ces promesses.
	Infrastructures de Transport	<ul style="list-style-type: none"> -Passer de 3 717 km à 7 000 km de routes bitumées -Passer de 11 662 km à 22 000 km de routes aménagées -Réaliser 5 000 km de pistes rurales -Créer une ligne de chemin de fer ouaga-niamey-lomé-cotonou -Moderniser le réseau existant -Finir l'aéroport de Donsin en 2025 -Créer une gare internationale dans chaque région -Créer FasoSilga International pour la desserte internationale -Créer FasoSilaale pour la desserte intérieure -Créer une ligne de tram à partir de 2024 à Ouaga 	<ul style="list-style-type: none"> Nous notons de fortes ambitions affichées au niveau des infrastructures de transport. Beaucoup de réalisations sont promises par le candidat Diabré. Malgré qu'il manque le chiffrage de ces projets, les échéances de réalisation sont là, ce qui est très important car gouverner c'est planifier. Cependant le projet de tramway est-il réaliste ?



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Infrastructures numériques	-30% de couverture du territoire à partir de 2030 -Création de formations dans les universités dans le domaine du numérique -Mise en place d'un satellite spatial -Financement :55% secteur privé, 20% actionariat populaire et communal, 15% par le public et 10% en PPP	Les promesses sont cohérentes mais le taux de couverture espéré de 30% est faible à notre avis. Il en faut plus pour que le numérique contribue efficacement au développement de l'économie. Nous notons aussi l'absence du coût de ces projets. La mise en place du satellite spatial est - elle réaliste actuellement au niveau de notre pays ? Programme sous régional peut être ?
FARAMA Ségui Ambroise	Eau et Assainissement	Garantir l'eau potable à tout Burkinabè Mettre l'accent sur l'assainissement urbain ((les services d'assainissement (ONEA et communes) joueront leur rôle) en lien avec une bonne politique du logement (HLM : habitations à loyer modéré, aménagements, etc.) Renforcement des sites de traitement des ordures Encourager les services compétents (y compris le secteur privé) à créer plusieurs modèles de systèmes d'assainissement Point des retenues d'eau pour une exploitation rationnelle	Propositions louables mais assez sommaires. A quel taux d'accès à l'eau potable ou de couverture de l'assainissement le candidat souhaite emmener le pays au terme de son quinquennat. Concrètement quelles sont les solutions adaptées selon le contexte géographique (selon la commune ou la ville, on ne saurait prévoir les mêmes solutions pour l'accès à l'eau ou l'assainissement).
	Infrastructures	Sauf erreur de notre part, le candidat a uniquement dressé l'état des lieux de la situation des infrastructures de transports (page 62) . Nous n'avons pas noté de programme pour son quinquennat	Nous ne pouvons donc pas apporter de critique sur le programme de ce candidat au niveau des infrastructures.
	Logement	Assurer une meilleure gestion de l'espace des villes et agglomérations urbaines : concevoir des plans de différents niveaux de façon efficiente avec des normes et procédures appropriées Améliorer l'accès à des parcelles de terrains viabilisées pour l'habitat et autres usages Développer une offre de logements accessible à toutes les couches de la population Disposer d'un fichier numérique du cadastre Interdire la promotion foncière et miser sur la promotion immobilière en exigeant des promoteurs la viabilisation des sites avant la vente Création d'une institution de Micro finance pour l'octroi de crédits de financement de la construction et de l'amélioration de l'habitat Mise en place d'une commission nationale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction présidée par le Ministre en charge du secteur	Nous notons que le candidat a su aborder la question du logement d'une façon globale. En effet les propositions touchent plusieurs et couches et acteurs de la société : de l'amélioration les conditions d'habitats dans les quartiers non structurés, à l'accès au logement par crédit aux familles modestes en passant par le renforcement des institutions publiques actrices de la question du logement et par finir la volonté d'inciter les acteurs privés . La réforme foncière et immobilière est aussi à saluer . Nous aurions juste souhaité que le candidat puisse préciser des propositions chiffrées et dans un cadre calendaire
	Energie	Construire des barrages hydroélectriques afin d'accroître la production ; Transformer sur place au BF les rayons solaires en énergie solaire abondante, grâce aux nouvelles technologies ; Explorer toute source susceptible de produire l'énergie ; Mettre à contribution les interconnexions avec des pays voisins ;	Bonnes propositions mais qui restent néanmoins beaucoup trop sommaires. En effet, le candidat ne précise aucun objectif en termes de Mégawatt pour que la population puisse s'assurer que son besoin sera satisfait. Par ailleurs, la construction des barrages soulève la question de l'investissement qui sera nécessaire.



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
KABORE Roch Marc Christian	Eau et Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> -Réalisation de 90 AEP-MV ; -Réalisation de 475 AEPS ; -Réalisation de 16 nouveaux centres d'exploitations d'eau ; -Réalisation de 500 bornes fontaines ; -Réalisation de 20 nouveaux barrages ; -Réalisation de 300 000 latrines familiales ; -Réalisation de 150 000 puisards domestiques ; -Construction de 3 500 latrines communautaires ; -Construction de 7 stations de traitement des boues de vidange ; -Extension de 100 km le réseau d'égouts en milieu urbain. 	<p>Les promesses énoncées traduisent un réel besoin dans ce domaine. Nous imaginons que tous ces projets ne sauront être réalisés en une année, cependant en se fixant un objectif à des échéances bien définies, cela permettrait de mieux organiser la mobilisation des ressources nécessaires.</p>
	Energie	<ul style="list-style-type: none"> -Porter la capacité énergétique de 800 MW en fin 2020 à 1 500 MW en 2025 -Augmenter le nombre d'abonnés de 1 million en 2020 à 2 millions en 2025 -Accroître le taux d'accès national à l'électricité de 40% en 2020 à 70% en 2025 -Accroître le taux d'électrification rurale de 29% en fin 2020 à 50% en 2025 -Construction de 15 centrales solaires de 315 MW cumulés injectés dans le réseau dès 2021 -La construction de centrales solaires de 100 MWc cumulés, incluant des solutions nouvelles de stockage d'énergie -La construction de nouvelles centrales solaires dans le cadre du marché régional de 300 MWc, pour permettre au Burkina Faso d'être aussi exportateur d'énergie solaire -La mise en œuvre de projets de 250 MW cumulés avec des solutions hybrides, des solutions de mini centrales solaires décentralisées, des Solar Home System, avec pour objectif de développer l'électrification rurale, l'électrification des zones périurbaines et également l'électrification du secteur minier -La construction de centrales thermiques fonctionnant au gaz de 250 MW cumulés -L'augmentation de l'importation dans le cadre du marché régional avec l'arrivée de la Dorsale Nord de 330 Kv -La migration et le renouvellement de la production thermique vers des centrales de production utilisant des solutions gaz -La poursuite des projets en cours dans l'hydroélectricité et la biomasse énergie -L'énergie hydroélectrique connaîtra également un essor avec la mise en valeur de l'aval du barrage de Bagré, l'opérationnalisation du barrage de Samendéni, la finalisation des études de faisabilité et la recherche des financements pour réaliser les barrages de Ouessa, de la Bougouriba, de Folonzo, de Banwali et de Bassiéri. 	<p>Les ambitions affichées dans ce secteur sont louables. Cependant, un rappel de ce qui avait été fait pendant les 5 années de son premier mandat nous aurait permis de juger du réalisme effectif de ces promesses. Ces promesses ressemblent à de la propagande électorale car nous n'avons pas d'échéance de réalisation, du coût de réalisation et les moyens qui serviront à financer ces projets.</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Logement	<ul style="list-style-type: none"> -Amélioration de la gouvernance foncière dans notre pays -Accroître l'offre de logements en privilégiant les habitats à loyers modérés -Elaborer un dispositif spécifique d'accès au logement social -Encadrer les aménagements urbains en vue de garantir l'auto-construction -La promotion immobilière sera encadrée pour éviter l'accaparement des terres à des fins spéculatives 	<p>Un bilan de ce qui a été réalisé pendant le quinquennat précédent est indispensable pour apprécier la cohérence de ces promesses. Il n'y a pas de données chiffrées. Cela ressemble plus à de la propagande électorale qu'un programme.</p>
	Infrastructures de Transport	<ul style="list-style-type: none"> -Bitumage de routes -Achèvement de l'autoroute Ouaga - Abidjan -Réhabilitation de routes existantes -Réalisation de 3500 km de pistes rurales -Construction de gares routières régionales -Modernisation des transports collectifs à Ouaga et Bobo -Poursuite avec la Côte d'Ivoire de la réhabilitation et l'entretien du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya -Accélération avec le Ghana la mise en œuvre du projet d'interconnexion ferroviaire -Parachèvement de l'aéroport de Donsin -Construction d'aéroports secondaires dans les chefs lieu de région -Relance de la compagnie Air Burkina 	<p>-Au niveau des routes, les ambitions sont affichées. Cependant, il aurait été souhaitable de faire un bilan de ce qui a été réalisé durant les 5 années précédentes vu qu'il est le président en exercice. Combien de km réalisés ? De plus, on n'a pas un échéancier de réalisation, le coût, les pistes de financement. Sans ces éléments, ces promesses ne sont que des éléments de propagande électorale qui ne servent qu'à chauffer les foules mais rencontreront des difficultés de mise en œuvre car il n'y a aucune planification.</p> <p>-Au niveau de l'aérien et du ferroviaire, les propositions présentées sont creuses car il n'y a pas de planification ni comment on financera. Il manque des données chiffrées et des échéances de réalisation.</p>
	Infrastructures numériques	<ul style="list-style-type: none"> -Développer l'infrastructure numérique nationale -Mettre en œuvre des politiques de partage des infrastructures afin que les opérateurs puissent s'étendre aux zones rurales à moindre coût -Déléguer la construction, l'exploitation, la maintenance et la commercialisation des actifs de réseau des prestataires de services au secteur privé dans le cadre d'accords Partenariat Public Privé 	<p>Au niveau des infrastructures numériques, je pense qu'il ne faut pas non seulement afficher la volonté. Il faut présenter des données chiffrées. Il faut présenter la situation actuelle des infrastructures déployées et donner des objectifs, des échéances, le coût et les modalités de financements. Sans ces éléments, une fois de plus, ce discours s'apparente à de la propagande électorale.</p>
KAM Monique Yéli	Accès à l'eau	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place systématiquement d'un réseau d'adduction d'eau potable lors de la construction d'un réseau d'égouts Exigence de l'installation effective d'un réseau parcellaire d'adduction d'eau potable comme un préalable à l'octroi d'un permis de bâtir pour les nouveaux lotissements Créations de bornes fontaines semi publiques -Établissement d'un cadastre de l'accès à l'eau : système d'identification cartographié, informatisé et centralisé identifiant la couverture de production et d'accès à l'eau sur l'étendue du territoire. -Production de l'eau : Dans les grandes villes sous le contrôle de l'ONEA avec une amélioration des processus de passation des marchés d'exécution de l'ONEA Dans les villes secondaires sous le contrôle d'une agence régionale qui sera chargée d'adapter une politique régionale d'adduction en tenant compte des aspects environnementaux. Ces agences régionales auront également la latitude d'ouvrir la production à des privés * * De façon globale, le programme d'adduction en zones rurales encourage les partenariats commune-investisseurs privés.* 	<p>Deux aspects majeurs ressortent de la politique d'accès à l'eau qu'entend proposer la candidate. Il s'agit d'abord de la volonté de connaître précisément le besoin à travers la cartographie de l'accès à l'eau sur l'étendue du territoire. Ce projet s'il n'est pas déjà existant est fort important avant tout projet de couverture nationale à plus grande échelle.</p> <p>Il y a aussi la volonté d'accompagner impérativement les projets de lotissement par la mise en place au préalable d'un réseau d'adduction d'eau potable. Cela est en effet très bienvenu car certaines populations dans des quartiers périurbains se retrouvent propriétaires ou locataires dans des habitats non raccordés. Il sera nécessaire d'appliquer une réglementation stricte pour les acteurs privés et même l'État à ce propos.</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Assainissement	<p>Structuration du ministère en deux directions principales : traitement des eaux , drainage des eaux pluviales</p> <p>Stratégie d'assainissement selon le niveau de structuration de l'espace du relief et des sols :</p> <p>Zones structurées (lotissements , quartiers résidentiels) et péri-urbaines : réseaux d'égouttage ou systèmes de collecte et de traitement des eaux usées .</p> <p>Zones sous structurées , rurales ou marécageuses : microstations d'épuration des eaux (latrines publiques (dans les écoles, les hôpitaux, les marchés et autres lieux publics), les latrines individuelles et les fosses septiques individuelles.</p> <p>Réseau d'égouttage dans les grandes métropole</p>	<p>Les propositions de la candidate de mettre en place systématiquement un réseau d'adduction d'eau potable lors de la réalisation des réseaux d'égouts est tout à fait cohérente. Cela est d'usage et réaliser ces deux réseaux dans des tranchées communes.</p> <p>Le réseau d'égouttage est une meilleure alternative en effet comparativement aux caniveaux à ciel ouvert qui sont majoritairement la norme au Burkina Faso de nos jours. Cependant la mise en place de ce réseau prendra certainement plusieurs années. Il est donc impératif de maintenir le réseau à surface libre existant et de procéder à plusieurs opérations de curage et de fermeture de ceux-ci.</p>
	Infrastructures	<p>i. Aménagement du territoire :</p> <p>Établir une véritable politique d'aménagement du territoire : valorisation des potentiels locaux et une politique d'aménagement rural axée sur la structuration de l'espace rural et sur l'Empowerment des populations rurales.</p> <p>Régler la question de la gestion des espaces : organisation du grand débat national sur l'aménagement du territoire devant aboutir à une Charte nationale de l'aménagement du Territoire.</p> <p>Organisation des Assises nationales du foncier : redéfinir les meilleures modalités d'accès à la terre.</p> <p>élaboration d'un Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)</p> <p>Elaboration des plans de développement des Régions</p> <p>Sécurisation numérique du cadastre national</p> <p>Baisse de l'impôt foncier sur les terrains bâtis et non bâtis.</p> <p>Orientation de la croissance urbaine vers les villes secondaires en les dotant de moyens d'absorber cette croissance et en créant des incitations économiques pour créer des richesses et de l'emploi;</p>	<p>Nous saluons la proposition d'adoption d'une politique d'aménagement qui soit propre à chaque territoire tenant compte des réalités et des potentiels propres. Cependant nous nous étonnons de la question de la baisse de l'impôt sur le foncier. D'une part parce que les projets d'aménagement nécessitent bien une contrepartie financière et de l'autre parce que le recouvrement de cet impôt n'est certainement pas déjà intégral et souffre certainement d'impayés. D'autre part concernant la numérisation du cadastre national, nous proposons à la candidate de réaliser d'abord un état des lieux de l'existant à ce propos.</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
		<p>ii. Infrastructures de transport</p> <p>Mettre chaque habitant de nos villes à un maximum de 5 minutes de marche à pied (500 m) d'une route bitumée. Faire des infrastructures un levier important de la croissance. Renforcer les programmes routiers de liaisons entre les différentes capitales. Décentralisation de l'entretien des routes rurales. Ramener le coût du bitumage des routes à des prix raisonnables correspondant aux standards internationaux.</p> <p>Projets routiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement des bassins de production agricole, soit 800 km par an - Relier chaque chef-lieu de province au chef-lieu de la région par une route bitumée, soit 1200 km par an - Bitumage des routes urbaines des chefs-lieux de région et des axes reliant ces chef lieux - Réalisation des axes autoroutiers reliant les villes de Ouaga et Bobo aux capitales sous régionales - Structures chargées de la gestion de ces projets - La création d'une Société nationale ayant le monopole des études de faisabilité des projets d'infrastructures, notamment routières ; - La création d'une seule Société de Maîtrise d'ouvrages de l'État 	<p>Le programme proposé par la candidate est massif et est axé sur de grands travaux très ambitieux en cinq années. D'une part, les projets autoroutiers sont une nécessité et répondent à un besoin réel. Le financement de tels projets en BOT est une position tout aussi cohérente. Cependant engager tout le pays dans de si vastes chantiers implique une planification bien établie. Tout aussi bien du point de vue des financements que du point de vue des priorités. Et à ce propos nous ne retrouvons pas d'échéancier dans la réalisation des autoroutes et des routes. L'autoroute Ouaga Niamey, serait-elle prioritaire par rapport à l'autoroute Ouaga - Accra ? Par ailleurs, le bitumage de toutes les routes des villes du Burkina va-t-il démarrer en même temps ? Il ne nous paraît pas réaliste d'imaginer acquérir la force de financement de tous ces projets au même moment. Voilà pourquoi ces projets devraient être phasés au fur et à mesure de l'évolution des autres secteurs d'activités.</p> <p>Par ailleurs nous émettons une réserve quant à l'attribution du monopole des études de faisabilité des projets d'infrastructures à une société. Mettre en concurrence plusieurs sociétés d'études lors d'appels d'offres restreints permettrait de sélectionner les meilleurs projets et conclusions des études de faisabilité.</p>
	Accès au logement	<p>Un accès à une propriété foncière sécurisé dans les villes</p> <p>Des logements sociaux d'abord dans les campagnes</p> <p>Renforcer les missions du Crédit Foncier pour le logement social :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire la promotion de logement de taille raisonnable sur des parcelles ayant en moyenne 150m². - Encourager la construction d'habitations en hauteur permettant de bâtir sur une assise au sol d'environ 80m² une maison - Redéfinir les missions de la Banque de l'Habitat dont la mission sera de financer la construction des logements sociaux en accordant des prêts aux promoteurs - Réaliser un nouveau plan directeur des villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso en privilégiant des routes droites et plus large, - Construction de logements destinés à la classe moyenne en créant un nouveau type d'habitat ne dépassant pas 5 millions de FCFA . - Relancer une politique active de construction de logement - Créer une nouvelle réglementation pour le logement 	<p>A la lecture de la politique du logement de la candidate, il ressort qu'elle souhaite principalement permettre aux populations tant rurales qu'urbaines d'avoir accès à des logements sociaux économiques.</p> <p>La première intention louable est de vouloir inverser la courbe de l'exode rural. Pour cela il est nécessaire de conjuguer cette politique du logement à la politique économique rurale. Et d'ailleurs nous pensons que les populations habitant dans les villages reculés des communes rurales ne seront même pas en mesure de payer un loyer. La candidate ne parle donc peut être pas de ces villages reculés.</p> <p>Il est donc nécessaire d'identifier pour le lancement de cette campagne de construction de logements sociaux, d'abord les communes à fort potentiel économique, les chef lieux de département etc. Car le terme "campagnes" est trop vaste et trop optimiste.</p> <p>Concernant la proposition de faire la promotion des logements construits sur des parcelles de 150 m² ou 80m², pourquoi vouloir impérativement rester dans les standards de la maison individuelle ? Plutôt que cela, la promotion des immeubles d'habitations communs nous paraît plus adaptée.</p> <p>Impulser et renforcer l'action du secteur privé et l'inciter à intervenir dans la promotion, la réalisation de lotissements et des programmes de logements. Comment ? Par quel mécanisme ? A la lecture de ce programme nous ne savons pas dire comment la candidate poussera à l'investissement dans le logement par les privés.</p> <p>Et pour finir il est à noter que la Banque de l'habitat du Burkina, qui a été rachetée, n'a plus la vocation première d'accompagner les projets de construction. Il paraît donc nécessaire de créer une nouvelle structure dédiée .</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Energie	<p>80 % des ménages burkinabè branchés à l'électricité en 10 ans</p> <p>Bâtir le décollage énergétique du Faso sur un mix entre différentes sources d'énergie en augmentant notamment la part des énergies renouvelables</p> <p>Rendre effective la libéralisation de la production de l'électricité au Burkina Faso ;</p> <p>Développer des parcs éoliens le long des axes routiers et des localités où le vent est fréquent, notamment dans les régions de la dorsale du Sahel</p> <p>Mise en place d'un cadastre rigoureux de la situation énergétique du pays en organisant des États Généraux de l'énergie</p> <p>Incitation au développement de la production indépendante d'électricité et à l'investissement privé dans les réseaux de transport de l'électricité</p> <p>Participation aux projets PPP pour l'installation des parcs ou fermes photovoltaïques</p>	<p>Quelle est en terme de MW (mégawatts) le besoin de production d'électricité pour satisfaire ces 80% de ménages ? Les propositions de la candidate ne sont pas chiffrées. Par ailleurs, il n'est pas précisé si le besoin sera satisfait uniquement par une production propre.</p> <p>Pour la mise en place de la production éolienne, les conditions de vent sont-elles optimales ?</p> <p>La candidate a proposé une libéralisation de la production de l'électricité au BF. Cela est tout à fait nécessaire afin d'accélérer et d'étendre la capacité de production du pays.</p>
KOMBOÏGO Eddie	Eau et Assainissement	<p>-Développer les infrastructures hydrauliques de qualité et résilientes</p> <p>-Augmenter durablement et équitablement l'accès à l'eau potable en milieu rural, en milieux urbain et périurbains conformément aux objectifs de développement durable</p> <p>-Préserver durablement la qualité des ressources en eau pour les divers usages</p> <p>-Renforcer le partenariat entre l'Etat et les autres acteurs publics et privés dans le cadre de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée de la Ressource en Eau (GIRE)</p> <p>-Opérationnaliser les agences de l'eau</p> <p>-Mettre en place et promouvoir au niveau national un système d'information et de monitoring sur l'eau</p> <p>-Suivre et appuyer le développement de la coopération régionale et internationale dans le domaine de l'eau</p> <p>-Créer un environnement juridique, économique, financier et fiscal favorable à la promotion et au développement durable des usages de l'eau et à sa protection</p> <p>En matière d'assainissement, ci-dessous les engagements :</p> <p>-Promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène en milieu rural et urbain ;</p> <p>-Assurer un accès universel et continu des populations aux services d'assainissement en milieu rural et urbain</p> <p>-Optimiser la gestion des eaux usées et des boues de vidange</p> <p>-Améliorer les connaissances dans le domaine de l'assainissement des eaux usées et excréta</p> <p>-Renforcer les capacités de financement, de gestion et de pilotage du sous-secteur</p>	<p>A la lecture des promesses du candidat, nous notons qu'il ya rien de concret. Cela s'apparente à des promesses électorales qui ne pourront être mises en œuvre. Il n'y a pas de données chiffrées, d'échéancier, de plan de financement...</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Energie	<p>Pour sortir le Burkina des problèmes liés à l'énergie, le candidat KOMBOÏGO entend mener les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Premièrement, le développement des énergies renouvelables dont principalement l'énergie solaire pour réduire la part de l'énergie fossile dans la production de l'électricité -Intensification de la recherche en vue de maîtriser les technologies des industries renouvelables et d'inscrire le Burkina Faso dans la transition énergétique -Deuxièmement, renforcement des interconnexions avec les pays voisins, diversifier les approvisionnements -Troisièmement, dotation du secteur énergétique de politiques, de structures et d'un environnement réglementaire propice à l'investissement dans le secteur de l'énergie -Un soutien particulier accompagnera les promoteurs privés du secteur énergétique -Quatrièmement, le candidat KOMBOÏGO entend inscrire sa politique en matière d'énergie dans une vision sous-régionale en s'appuyant sur les projets énergétiques de la CEDEAO et de l'UEMOA. 	<p>Dans le secteur de l'énergie, mon analyse est la même que dans la partie précédente. Il n'y a pas de programme chiffré donc il est difficile voir impossible d'apprécier la cohérence de ces promesses. Il s'agit encore une fois de plus de la propagande électorale. il n'y a rien de concret.</p>
	Logement	<p>Nous notons que dans ce programme, il n'y a pas de plan spécifique pour le logement. Nous n'avons donc pas pu apporter d'évaluation sur ce point.</p>	<p>Nous notons que dans ce programme, il n'y a pas de plan spécifique pour le logement. Nous n'avons donc pas pu apporter d'évaluation sur ce point.</p>
	Infrastructures de Transport	<ul style="list-style-type: none"> -En 2019, le taux de routes bitumées est de 40%. Le candidat KOMBOÏGO promet porter ce taux à 50% -Etude de faisabilité sur la construction d'autoroutes sous régionales reliant le Burkina aux différents ports de transit -Démarrage et achèvement du tronçon Burkinabè de l'autoroute Ouagadougou-Abidjan -Un accent particulier sera mis sur l'amélioration de la construction des routes et sur leur entretien afin de garantir une plus grande durabilité des routes bitumées -Achèvement du bitumage des routes nationales -Parachèvement des connexions de tous les chefs-lieux de provinces aux chefs-lieux des régions par des routes bitumées -Dans le domaine de l'aérien, le candidat KOMBOÏGO s'engage parachever la construction de l'aéroport de Donsin. -Sur le rail, le candidat KOMBOÏGO entend donner au rail la place qui lui revient en réhabilitant le chemin de fer Abidjan-Kaya et la construction du tronçon Kaya-Tambao ainsi que la construction de la ligne Ouagadougou-Accra. 	<ul style="list-style-type: none"> -Sur le secteur des routes, ce candidat entend porter de 40% à 50% le taux de routes bitumées. Combien cela représente en termes de km ? Quel sera l'échéance de réalisation ? Cela aurait été intéressant d'avoir ces données. -Nous notons l'ambition d'achever l'autoroute Ouaga-Abidjan qui sera une très bonne chose pour réduire l'enclavement du pays. -Sur le secteur aérien l'ambition affichée de terminer l'aéroport est une bonne chose. A quelle échéance ? Nous ne le savons pas. Quel financement ? Cela reste à déterminer. -Les ambitions sont également affichées au niveau du ferroviaire.



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Infrastructures numériques	<p>Dans le domaine du numérique, le candidat KOMBOIGO entend mettre le numérique au cœur de sa politique de développement en réalisant les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Réajuster et Opérationnaliser la stratégie nationale d'utilisation des TICs dans le réseau de gestion de l'administration -Assurer le déploiement harmonieux des infrastructures numériques sur l'ensemble du territoire -Accompagner les actions de promotion et d'incitation au recours à l'utilisation des TICs -Actualiser et mettre en œuvre la politique nationale de protection et de sécurisation des données -Sensibiliser les populations sur l'importance et la nécessité de déployer les infrastructures de l'économie numérique -Accroître et moderniser les infrastructures des réseaux de télécommunications -Clarifier les missions et les rôles de la Direction Générale de l'Economie Numérique et ceux de l'Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication -Le Réseau Informatique de l'Administration (RESINA) sera développé afin de réduire l'utilisation du papier dans la production et la diffusion des actes administratifs -Un déploiement de backbone dédié à l'informatisation des actes du secteur public sera poursuivi afin de raccorder tous les services de l'administration -Au niveau de l'activité postale, des actions de modernisation et de diversification des produits et services afin d'accroître les performances de la Poste. 	<p>-Au niveau du numérique, nous notons que si les engagements évoqués par le candidat sont mis en œuvre, cela va contribuer à améliorer le quotidien de nos concitoyens.</p> <p>-Nous notons qu'il y a de bonnes idées évoquées par le candidat sur le secteur des infrastructures mais le manque de calendrier, du mode de financement nous laisse craindre encore une fois à des promesses électorales qui auront du mal à se concrétiser car il n'y a pas de plan bien défini.</p>
OUEDRAOGO Namdouda Gilbert	Eau et Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> -Lancement du projet 5000 forages en 5 ans -Mettre en place ou renforcer les centres de traitement des déchets domestiques dans toutes les grandes villes du pays -Créer une filière à l'échelle de traitement et de valorisation des eaux usées et boues de vidange -Promouvoir l'assainissement autonome au niveau familial -Assurer un accès universel et continu des populations urbaines et rurales aux services d'assainissement -Renforcer les financements dans le domaine de l'assainissement par la promotion des investisseurs privés nationaux 	<p>Les idées détaillées dans ce programme ne sont que des affirmations. Le seul chiffre qui a été donné est de réaliser 5000 forages en cinq ans. Ces forages seront implantés dans quel localité ? Milieu urbain ou rural ? Quel est l'objectif du taux de couverture visé ? Quelle échéance ? Quel coût ? Quels moyens seront mis en œuvre pour mobiliser les ressources nécessaires ? Voici autant d'interrogations qui ne trouvent pas réponses dans les promesses du candidat.</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Energie	<ul style="list-style-type: none"> -Augmenter le taux d'électrification dans les cinq prochaines années à 50% -Réduire de plus de la moitié le taux de coupure d'électricité et le fixer sous la barre des 100 heures d'ici à 2025 -Développer l'énergie solaire -Réaliser un audit énergétique des bâtiments, de l'habitat et du matériel -Renouveler le matériel électrique par le matériel à faible consommation électrique -Renouveler le matériel de transport électrique pour minimiser les pertes d'énergie -Négocier des interconnexions avantageuses pour combler le gap -Réduire considérablement les délestages et le coût du Kwh -Sensibiliser à l'utilisation efficiente de l'énergie -Construire une raffinerie de pétrole afin de mieux tirer avantage des produits dérivés -Procéder à l'audit de la SONABHY et à une meilleure réorganisation de celle-ci -Mettre l'accent sur la recherche du pétrole -Créer une réserve nationale de carburant pour parer aux crises -Former aux métiers du pétrole 	<p>Au vu des promesses réalisées par le candidat, il y a des ambitions qui sont là. Cependant les moyens pour y parvenir ne sont pas chiffrés. Combien de centrales seront construites ? A quelle échéance ? Le coût ? Les financements ?</p> <p>Sans des données précises, ces promesses ne resteront que de la propagande électorale.</p>
	Logement	<ul style="list-style-type: none"> -Œuvrer à ce que les Burkinabè aient un logement décent à travers une politique volontariste -Améliorer les conditions de logement dans les zones à habitats spontanés dites « Non-loties » par l'appui en matériaux de construction plus résistants -Le traçage de voies de mobilité plus facile et la fourniture des services sociaux de base, ceci moyennant une contribution forfaitaire représentant le 10ème du fonds de réalisation auprès des bénéficiaires -Mettre en place une base de données numérique du foncier pour un meilleur contrôle du plan cadastral et de la spéculation foncière -Réglementer le bail locatif (y compris le coût mensuel) en collaboration avec tous les acteurs de la chaîne du bâtiment -Réglementer le secteur de la promotion immobilière pour mieux sécuriser les investissements des populations -Privilegier les logements de type Habitat à Loyer Modéré (HLM) -Tenir compte des personnes vivant avec un handicap dans l'accès aux bâtiments administratifs. 	<p>Sur ces promesses, il n'y a aucune donnée chiffrée. Ce ne sont que des affirmations. On ne sait pas où le candidat veut aller.</p> <p>Il s'agit donc de promesses électorales qui auront du mal à être respectées une fois ce candidat élu.</p> <p>Il n'y a pas d'objectifs clairs et précis.</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Infrastructures de Transport	<ul style="list-style-type: none"> -Réhabiliter les routes nationales existantes -Relier tous les chefs-lieux de province aux chefs-lieux de région par le bitume -Finaliser le processus de mobilisation des ressources et réaliser la construction de l'autoroute Ouagadougou-frontière Côte d'Ivoire -Entamer les études de faisabilité pour la construction d'autoroutes reliant Ouagadougou aux frontières du Bénin, du Ghana, du Mali, du Niger et du Togo -Lancer un vaste programme de désenclavement de tous les villages et communes rurales du Burkina Faso -Construire des boulevards périphériques dans les grandes villes, notamment à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso -Mettre en place un projet de désenclavement intégral des quartiers périphériques des principales villes du pays notamment Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. -750 kilomètres de routes bitumées ou pavées seront exécutés dans les deux (2) villes pendant les cinq (05) ans de mon mandat -Mettre en place un projet de renforcement du réseau routier urbain de toutes les provinces du pays Au moins 1500 kilomètres de routes bitumées ou pavées seront exécutés pendant les cinq (05) ans de mon mandat -Développer le transport en commun dans les principales villes du pays -Etudier la possibilité d'introduire des tramways et des métros inter et intra-urbains dans les principales villes du pays -Finaliser la recherche de financement, la construction de l'aéroport de Donsin et sa mise aux normes -Mettre aux normes les aéroports secondaires -Réaliser l'interconnexion ferroviaire avec tous les pays frontaliers -Mettre à niveau les voies navigables sur les fleuves -Construire des ports fluviaux pour les grands fleuves 	<p>-Au niveau des routes, nous retenons la construction de 750 km de routes à Ouaga et à Bobo. Quid des autres villes ? On ne peut pas résumer le Burkina Faso à ces deux villes même si elles représentent les capitales économique et politique.</p> <p>-De plus, 1500 km de routes seront réalisés au niveau national. En considérant que le Burkina compte 3 717 km de routes bitumées, la promesse de GNO représente environ 50% d'accroissement. Projet ambitieux ; cependant combien ça coûte ? Quel est l'échéance de réalisation année par année. A part cela, tous les autres projets énoncés ne sont qu'à des stades « On va faire une étude de faisabilité... »</p> <p>-Au niveau du ferroviaire et de l'aérien, il n'y a aucune ambition affichée. Cela est d'autant plus surprenant que GNO a occupé par le passé le poste de ministre des transports.</p>
	Infrastructures numériques	<ul style="list-style-type: none"> -Stimuler et financer le développement des start-ups et de l'économie numérique -Encadrer, financer et accompagner au moins 500 start-ups (dont 50 à forte croissance et à fort besoin de main d'œuvre) au cours des cinq (05) ans. -Continuer la marche vers la connectivité de la Fibre Optique sur toute l'étendue du territoire national -Assurer une couverture intégrale à très haut débit sur l'ensemble du territoire pour faciliter davantage les services et un accès équitable de la population à Internet -Couvrir tout l'ensemble du territoire national par le réseau téléphonique -Accompagner les entreprises à passer au numérique et à intégrer la dimension de l'e-commerce -Transformer l'Etat en un « Etat digital » qui met à la disposition de la population des services plus simples, plus rapides et mieux adaptés à ses besoins grâce à des investissements conséquents dans le numérique pour rendre efficaces les services publics -Doter toutes les communes de centres multimédia -Développer l'E-gouvernement -Réduire les coûts de la communication au Burkina Faso 	<p>-Au niveau des infrastructures numériques, le candidat GNO promet de mettre le numérique au cœur de son action. Cependant, on a aucune donnée chiffrée en ce qui concerne les actions qui seront réalisées concrètement. Promettre d'étaler la couverture téléphonique à tout le pays n'est pas une promesse réaliste.</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
OUEDRAOGO Kadré Désiré	Eau et Assainissement	Une borne-fontaine pour une population de taille 500 au minimum, ou deux forages équipés à motricité humaine pour de l'eau potable.	Cette promesse n'est pas inscrite dans un cadre géographique. Cela aurait permis une meilleure lecture de l'impact. En effet, nous pensons que le problème de l'accès à l'eau ne saurait être traité de la même façon dans les zones urbaines qui sont dotées d'un réseau d'adduction et dans les zones rurales. Par ailleurs, le candidat n'a ni quantifié ni chiffré cette proposition
		Chaque grande ville sera dotée d'une Cité agro-sylvo-pastorale. Cette cité est d'abord un lycée professionnel qui recevra les diplômés de l'enseignement général (BEPC, Bac) pour les initier aux techniques agro-sylvo-pastorales ;	Créer un cadre de formation et pratique des diplômés dans les techniques agro-sylvo-pastorales est tout à fait louable. Nous imaginons que cela n'est pas le seul objectif de la cité agro-sylvo-pastorale. Plus d'explications sur le but de ces cités sont nécessaires. Le candidat ne semble pas être allé au bout de son idée.
		Quant aux habitants des quartiers précaires qui contribuent à l'étalement sans fin des grandes villes du pays, les travailleurs pauvres des villes et villages, ils seront les premiers bénéficiaires des infrastructures en eau potable grâce aux pompes villageoises, aux châteaux d'eau et à la connexion des villages de plus de 500 habitants au réseau électrique national.	Combien d'infrastructures ? Selon quel échéancier ? A combien et via quel financement ?
		Généraliser l'assainissement aux villes de petites tailles et aux quartiers périurbains et populaires	Le candidat ne nous précise pas la méthode d'assainissement proposée, il n'y a ni chiffrage, ni référencement géographique, ni échéancier
	Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> -Construire, avec la collaboration des gouvernements des pays limitrophes du Burkina, des autoroutes entre les pays ; -Construire des routes dans les zones les plus reculées pour en faciliter l'accès, ce qui permettrait à l'économie et au tourisme de grandir -construire trois Instituts de hautes technologies, l'un à Fada N'Gourma, l'autre à Dédougou et le troisième à Banfora pour des raisons stratégiques. -Construire, avec la collaboration des gouvernements des pays limitrophes du Burkina, des autoroutes entre les pays ; -Construire des grands marchés aux villes frontalières comme Cinkansé, Dakola afin qu'ils influencent ces zones. -Construire un port sec dans les frontières avec parking payant, des hôtels, des restaurants et supermarchés avec possibilité d'une zone franche -Construire deux Complexes industrialo-universitaires, l'un à Bobo Dioulasso et l'autre à Koudougou -construire un technopôle à l'orée de Koubri Construire un nouveau stade d'envergure internationale 	<p>Le candidat propose la construction de diverses infrastructures socio-économiques à fort potentiel. De plus l'implantation de ces structures est très stratégique (ex : backbone à Koubri à l'entrée de Ouagadougou. Par ailleurs, il y a une certaine volonté d'implanter dans les différentes régions du pays au moins une infrastructure à fort impact socio-économique. Il y a donc une diversification de ces infrastructures qui de plus participe à faire des différentes villes des hubs spécifiques soit technologiques, soit industriels, soit universitaires. Le candidat à travers les projets frontaliers propose des infrastructures renforçant l'ouverture sous régionale.</p> <p>Cependant les projets du candidat ne sont pas budgétisés et par ailleurs ne sont pas inscrits dans un calendrier. Cela ne nous rassure pas quant à la possibilité de réaliser tous ces projets en 5 ans.</p>
	Logement	<p>Le programme du candidat concernant le logement s'articule autour d'un plan consistant entre autres à :</p> <p>Loger les Burkinabè à revenus moyens dans des logements collectifs de location-vente sur 25 ans.</p> <p>Créer une Caisse de garantie pour les prêts immobiliers (sur 25 ans) des travailleurs pauvres du public et des couches sociales à revenus faibles du public.</p> <p>Accélérer la sécurisation de la propriété foncière</p> <p>Construire 200.000 logements sociaux/an dans toutes les localités du pays.</p>	<p>Le projet de construction des 200 000 logements sociaux par an, gagnerait en clarté si le candidat faisait la spécification de la répartition géographique. Il serait en effet plus adéquat d'axer cette politique de création de logements sociaux dans les villes secondaires afin d'attirer les populations tout en y créant une bonne attraction économique.</p> <p>La caisse de garantie pour accorder des prêts immobiliers sur 25 ans est salubre. Les institutions bancaires étant beaucoup plus restrictives en termes de durée de crédit.</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Energie	<p>Construction de minicentrales hydroélectriques tout au long des fleuves en vue de désenclaver les zones rurales en électricité</p> <p>Inciter les grandes unités industrielles et minières à la construction de petites centrales solaires d'au moins 5-10 mégawatts et approvisionner les communautés riveraines en contrepartie de réductions de charges fiscales.</p> <p>Construction de Parc thermo solaires avec un partenariat stratégique avec le Royaume chérifien pour l'expertise, le transfert de technologie et la logistique afférente.</p> <p>Accroître et multiplier par 5 les capacités de productions énergétiques par le solaire au moyen de centrales de 14 MW et partant les capacités de stockage</p>	0
SESSOUMA Do Pascal	Eau et Assainissement	Pas de programme du candidat dans le secteur des infrastructures	<p>En analysant le discours programme du candidat DPS, les infrastructures ne font pas parties de son programme. En effet, ce candidat n'a pas fait de programme. Il a réalisé un discours programme qui ne parle que de paix, d'unité et de réconciliation qui selon lui sont la priorité du Burkina en ces moments.</p> <p>Nous ne pouvons donc pas apporter notre analyse sur ce programme dans le domaine des infrastructures.</p>
	Energie		
	Logement		
	Infrastructures de Transport		
	Infrastructures numériques		
SOMA Abdoulaye	Eau et Assainissement	Le candidat SOMA n'a pas abordé les questions de la gestion de l'eau, du besoin en eau ou de l'assainissement dans son programme.	
	Habitat et infrastructures	La proposition principale du candidat est la suivante : "Le programme de modernisation des infrastructures du pays consiste à allouer dans le budget national une somme d'un milliard de FCFA pour réaliser l'infrastructure de choix, avec priorité pour les routes et bâtiments." et "Chaque année, chaque province décidera des infrastructures dans lesquelles elle va investir la dotation, ce qui crée une démocratie de développement et un développement démocratique."	Cette proposition du candidat peut être difficilement considérée comme un programme. Nous ne saurons donc faire une analyse critique sans véritable proposition de projet.
	Energie	Nous ne retrouvons pas non plus de mention du programme du candidat sur la question de l'énergie.	
TASSEMBEDO Claude Aimé	Eau et Assainissement	<p>Le programme présenté par le candidat s'articule principalement autour des affectations des différents ministères qui constituent son gouvernement. Ainsi la question de l'eau est gérée par le Ministère de l'eau de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques. Ce ministère sera chargé de mettre en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -un système agro écologique dans chaque village pour rapprocher les populations des points d'eau -construire des barrages et des points d'eau. -Faire le curage des barrages -Développer les activités maraîchères autour des points d'eau 	Le candidat a listé des propositions qui n'ont pas d'aspects budgétaires ni calendaires. Il en est de même pour le nombre de ces infrastructures qui n'est pas donné.



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Habitat et infrastructures	De même la présentation du programme sur les infrastructures et le logement est présenté à travers les tâches du ministère de tutelle qui entend : Renforcer et accélérer les travaux de bitumage et planifier une déconcentration du Burkina et le déconfinement des régions Mettre en place un cadre de concertation national sur l'habitat Construire des habitats à loyer modérés	Encore une fois les propositions du candidat ne sont pas chiffrées : Combien de km à bitumer ? Quels axes majoritairement ? Des autoroutes où des pistes rurales où ? Et combien cela va coûter Par quels leviers seront construits les habitats ?
	Energie	Propositions exposées via les tâches du ministère de tutelle : Planifier l'électrification des villes et villages pour accorder une couverture en électricité à 100 000 habitants Explorer les voies de l'énergie solaire et nucléaire	Par la mise en place de quelles infrastructures ? Des centrales de combien de mégawatts qui seront localisées où ? A quel coût ? Et comment financer ?
ZIDA Yacouba Isaac	Eau et Assainissement	-Mobiliser les compétences, les savoir-faire et les ressources sociales et financières pour faire de la maîtrise de l'eau une priorité stratégique -Renforcer l'adéquation entre les mécanismes de gestion nécessaires à la fourniture du service et les capacités des autorités responsables de ce service -Opérationnaliser et simplifier davantage les mécanismes d'imposition et de fiscalité, de redevance communale, etc -Mettre en place l'assainissement écologique comme une réponse technique -Cette solution permet également d'économiser l'eau et de prévenir la pollution -Prendre en compte l'assainissement comme une question sociale. Pour assurer le succès des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement, et surtout pour les faire servir une stratégie plus générale de développement humain durable et de sortie de la pauvreté, une approche en termes de genre est indispensable. La réussite n'est pas possible si les perceptions, savoirs, contributions, besoins et priorités de la moitié de la population concernée, c'est-à-dire les femmes et les filles, ne sont pas pris en compte.	En analysant ce programme, il n'y a qu'une seule proposition cohérente et pertinente, celle de l'assainissement écologique. Mais avant d'arriver à cela, il faut déjà construire des latrines pour les populations, créer un système d'assainissement qui permet de récupérer les déchets, les traiter et les utiliser comme engrais destinés à l'agriculture. Donc partant de là, nous trouvons que les promesses ne sont pas concrètes. De plus, pour l'accès à l'eau, aucun engagement chiffré. Qu'est-ce qu'on fera concrètement ?



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Sous Thèmes	Solutions du candidat	Analyse Critique
	Energie	<p>-Sensibiliser les ménages à aller prioritairement vers l'énergie solaire et à n'utiliser les énergies conventionnelles qu'en appoint</p> <p>-Lancer un programme « un bâtiment administratif - un champ solaire » sur son toit afin de réduire considérablement la demande en énergie conventionnelle</p> <p>-Mettre toutes les entreprises étrangères à contribution pour la promotion de l'énergie solaire en leur demandant la fourniture et l'installation de kits solaires pour nos écoles, collèges et lycées</p> <p>-Instituer une réglementation spéciale pour la prise en compte de l'acquisition et l'installation d'un système solaire dans chaque bâtiment public et chaque établissement devant recevoir du public</p> <p>-Enfin, aussi bien pour les particuliers que pour l'État, l'efficacité énergétique sera promue et un accent sera mis sur la promotion de l'utilisation des détecteurs automatiques de mouvement, d'interrupteur avec minuteur, bref d'appareils électriques qui devraient avoir pour conséquences la réduction sensible de notre facture énergétique.</p>	<p>Dans ces promesses citées ci-dessus, il y a des engagements volontaristes. Cependant, il manque des données chiffrées, des propositions concrètes. A combien portera-t-on le taux d'électrification ? Selon quel échéancier ? Quel sera le coût financier ? Comment financera-t-on les différents projets ? Combien de centrales solaires seront construites ? De quelle capacité ? Voilà autant de questions qui mériteraient d'avoir une réponse dans le programme du candidat.</p>
	Logement	<p>Nous n'avons pas noté de programme du candidat en matière de logement. Nous ne pourrions donc pas apporter une analyse dans ce domaine.</p>	<p>Nous n'avons pas noté de programme du candidat en matière de logement. Nous ne pourrions donc pas apporter une analyse dans ce domaine.</p>
	Infrastructures de Transport	<p>-Pour remédier au problème d'infrastructures routières, le candidat Zida propose de réaliser un programme de recensement du réseau routier et un classement des routes à construire par ordre de priorité seront faits. Par la suite, un plan quinquennal verra le jour pour la construction effective des infrastructures routières, là où le besoin aura été identifié.</p>	<p>Cette partie du programme est creuse. Il n'y a aucune proposition concrète. Aucune donnée chiffrée. Combien de km de routes bitumées seront réalisées ? Combien de kilomètres de pistes rurales ? Autant de questions qui ne trouvent pas de réponse dans les promesses du candidat dans son programme. Cette partie du programme se résume : on va étudier et on va faire un plan quinquennal de travail. Cela n'est pas cohérent.</p> <p>Au niveau ferroviaire et de l'aérien, nous notons que le candidat n'a fait aucune proposition dans ce domaine.</p>
	Infrastructures numériques	<p>-Au niveau du numérique, pour résorber la fracture numérique du Burkina Faso, le candidat Zida propose de créer les conditions favorables à la recherche de fonds pour l'acquisition d'un dispositif adéquat, pour son déploiement sur tout le territoire dans le cadre de la décentralisation des services et structures de l'État et du secteur privé. Il envisage la mise en œuvre d'un tel programme sur cinq ans en procédant par priorité et en fonction de la nature et l'importance des besoins.</p>	<p>Cette partie du programme est creuse. Il n'y a aucune proposition concrète. Aucune donnée chiffrée. Combien de km de fibre optique seront déployés ?</p>



4. REDUCTION DU CHOMAGE

La question du chômage et de l'emploi, déterminant le pouvoir d'achat est très préoccupante. Dans cette partie, nous évaluons les programmes des candidats en regardant les intrants qu'ils proposent (en termes d'entrepreneuriat, d'industrialisation, de création, etc.) pour réduire le chômage et créer davantage d'emplois. Pour ce faire, le tableau 4 suivant indique pour chaque candidat des éléments de stratégies et/ou d'indicateurs de suivi-évaluation et les solutions envisagées pour y parvenir. Lesdites solutions sont analysées de manière critique ensuite.

Tableau 4 : Analyse des propositions pour réduire le chômage

Candidat	Eléments de stratégies : objectifs, indicateur pour le Suivi Évaluation	Solutions envisagées	Analyse critique
BARRY Tahirou	100 milliards/an dans la culture et le tourisme pour y créer 400 000 emplois Créer 100 000 emplois par an soit 500 000 en 5 ans.	Pour les femmes : assurer un accès au crédit et produits financiers, assurer 50% des intrants du secteur primaire, Créer des centres agricoles régionaux, la formation des femmes Pour les jeunes : un fonds de 100 milliards pour le financement des projets des jeunes et des femmes, la mise en place des pépinières, des incubateurs d'entreprises, des fermes/vergers écoles.	Manque d'évaluation du marché du travail. Difficile de situer l'objectif visé par rapport à la situation actuelle et dans 5 ans. Manque de précision sur comment financer les mesures envisagées.
DIABRE Zéphirin	Le secteur privé créera 1 700 000 emplois décents sur les cinq ans, soit en moyenne, environ 340 000 emplois par an. 7000 à 8000 agents de la fonction publique par an.	Promotion du secteur privé à travers le "Boom entrepreneurial" tiré par la révolution agricole et la révolution industrielle Recrutement annuel d'agents de la fonction publique en respectant les contraintes budgétaires régionales.	Manque d'identification des secteurs prioritaires pour l'emploi
KABORE Rock Marc Christian	Création d'au moins 600 000 emplois pour les 5 ans à venir.	Créer des centres d'incubation dans les Chambres régionales du Commerce et d'industries Promouvoir l'entrepreneuriat inclusif (Jeunes, femmes et diaspora)	Une vision inclusive de l'entrepreneuriat, explication technique des mécanismes de promotion de l'emploi Pas de problème de chômage clairement défini, la question du financement des programmes reste posée.



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Candidat	Eléments de stratégies : objectifs, indicateur pour le Suivi Évaluation	Solutions envisagées	Analyse critique
		Appuyer les secteurs à forte demande de main-d'œuvres.	
OUEDRAOGO Namdouda Gilbert	Néant	Rendre attractifs les secteurs porteurs par la valorisation, sur une base légale, des filières classiques accueillant des jeunes et des femmes telles que les métiers <i>d'hommes et de femmes de maison</i> Promouvoir l'entrepreneuriat inclusif, mécanisme de stage dans l'administration publique et privée pour les diplômés des écoles et centre de formation.	Une tentative de définition du problème de chômage mais avec des indicateurs inappropriés (oubliant le secteur informel) Pas de précision sur le comment financer.
SESSOUMA Do Pascal	Néant	Démilitarisation, indemnisation des militaires et parcellisation des camps militaires pour booster l'immobilier et l'entrepreneuriat des militaires afin de créer des emplois.	Pas de problème de chômage ou d'emploi clairement défini Manque de cohérence, de réalisme et de précision sur la mise en œuvre du programme pour la création d'emploi. Traitement partiel du chômage.
OUEDRAOGO Kadré Désiré	Néant	Assurer une bonne formation du capital humain (Initiative présidentielle ; Éducation formelle efficace ; Bataille nationale pour le savoir, le savoir-faire et contre la déperdition scolaire ; L'alternance École-Entreprise ; Promotion d'un enseignement privé efficace ; Révision du statut des travailleurs ; Élargissement de la formation des cadres dans les domaines de l'environnement, de l'aéronautique et de l'agro-sylvo-pastoral. Création d'un ministère des hautes technologies, des innovations et des ingénieurs afin de former des cadres pour le secteur minier et promotion des filières scientifiques.	Pas de diagnostic spécifique du marché du travail dans le programme proposé. Manque de cohérence, de réalisme et d'évaluation quantitative du programme.
KAM Yéli Monique	Néant	-Mettre l'accent sur l'enseignement technique et professionnel -Réduction des cursus universitaires de sciences humaines et sociales au profit des filières techniques et professionnelles	Pas de clarification précise des contenus de formations proposés Enseignement technique et professionnel : critère pertinent mais on peut regretter le manque d'éléments quantitatifs des objectifs visés.
ZIDA Yacouba Isaac	Néant	Politiques d'emploi axée sur la réorganisation du secteur minier, le développement de l'agriculture, l'élevage et l'industrie de transformation.	Le programme d'emploi focalisé sur des secteurs à réformer sans une évaluation quantitative permettant d'apprécier la pertinence et le réalisme du programme. Pas d'explication du mécanisme technique d'implication des sociétés minières dans la formation des cadres.
TASSEMBEDO Claude Aimé	Néant	Mettre en place un programme d'industrialisation stratégique du pays, débarrassé de tout calcul politique ou politicien	Pas de problème d'emploi ou de chômage clairement défini Les politiques publiques ne sont pas clairement définies.



Candidat	Eléments de stratégies : objectifs, indicateur pour le Suivi Évaluation	Solutions envisagées	Analyse critique
		Politique basée sur la recherche efficace d'investisseurs dans les secteurs porteurs, et un appui aux producteurs locaux pour trouver des débouchés.	
SOMA Abdoulaye	10000 emplois par an dans le secteur informel, soit 50.000 emplois en 5 ans 2 milliards de FCFA investis par an	Création d'emploi : 10000 emplois par an dans le secteur informel Pour la création d'emploi, le programme consiste à investir 2 milliards de FCFA par an, Cela fera 10.000 personnes s'engageant et s'occupant dans un emploi par an. Avec cinq ans de mandat, ce sera au total au moins 50.000 emplois qui seront créés dans le secteur privé informel.	Le mode de financement du programme n'est pas explicite et réaliste. Le problème de l'emploi n'est pas abordé dans tous ses aspects.
KOMBOIGO Eddie	Néant	Faciliter la mobilité, l'insertion sociale et l'employabilité à travers l'accentuation de la formation technique et professionnelle, l'implication du secteur privé, la redynamisation du secteur des transports, l'investissement dans les infrastructures routières et ferroviaires Promotion de l'auto-emploi et l'entrepreneuriat à travers la rationalisation et l'adaptation des fonds d'appui.	Pas de problème d'emploi clairement défini ni d'indicateurs pour le suivi évaluation Pas d'explication des mécanisme techniques et la mobilisation des moyens nécessaire pour la création des emplois.
FARAMA Ambroise Ségui	Néant	Poursuivre et opérationnaliser les réformes engagées sur le marché du travail Elaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales de l'emploi, de la promotion de l'entrepreneuriat et de la transition de l'économie informelle vers le formel.	Manque de précision sur les stratégies nationales de création d'emploi compte tenu du diagnostic effectué sur le marché du travail.

5. GARANTIR LA SANTE ET L'EDUCATION

L'ensemble des candidats ont fait différentes propositions pour résoudre les problèmes qui caractérisent les systèmes de santé et de l'éducation du Burkina Faso.

Toutefois, des critiques peuvent être faites en termes de forces et faiblesses des propositions de solutions. Le tableau 5 suivant présente une synthèse de l'analyse des programmes des candidats pour garantir l'offre de santé et d'éducation pour l'avenir du Burkina Faso.



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

Tableau 5 : Analyse des offres de santé et d'éducation

	Eléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
Santé			
SOMA Abdoulaye	Améliorer l'offre de soin des hôpitaux	Construire un hôpital de référence avec une aile pharmacopée, Une aile spirituelle et Une aile VIP	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement du système de santé - Le candidat ne précise pas comment vont cohabiter la médecine conventionnelle et la pharmacopée. <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mieux structurer la pharmacopée traditionnelle est très important pour le Burkina Faso.
OUEDRAOGO Namdouda Gilber	Assainir le secteur de la santé	<ul style="list-style-type: none"> - Assainir la gouvernance de la santé et développer la médecine traditionnelle - Financer de façon endogène la santé et instaurer Assurance Maladie Universelle Recruter des agents, améliorer les infrastructures et les équiper -Gratuité aux urgences et prévenir contre les maladies, réduction du taux de mortalité 	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement - L'amélioration des infrastructures n'est pas précisée. Par exemple, le candidat n'a pas précisé le nombre d'hôpitaux à construire. <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Même cela n'est pas chiffré, le candidat a bien identifié les problèmes que rencontre le domaine de la santé au Burkina Faso.
BARRY Tahirou	Couverture vaccinale, médicament et infrastructures	<p>Accroître la couverture vaccinale des enfants. Contrôler la qualité des produits pharmaceutiques et agroalimentaires. Construire et équiper des (CSPS) dans tous les villages.</p>	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement - La stratégie pour accroître la couverture vaccinale <p>Points forts :</p> <p>Couverture vaccinale à 100% des enfants (BCG, le VAT2, la fièvre jaune, le Dtcoq/P1 et P3, la rougeole, la poliomyélite et la méningite)</p> <p>Rayon d'action théorique : 5 km vs. 6.3 km</p>
OUEDRAOGO Kadré Sésiré	Recherche en médecine, médicament	<p>Financer la recherche sur la médecine traditionnelle. Produire localement des médicaments génériques. Redynamiser le processus de la couverture maladie universelle, et l'étendre aux travailleurs du privé.</p>	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement - La stratégie pour produire d'une manière locale les médicaments génériques n'est pas claire. <p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Couverture maladie universelle
ZIDA Yacouba Isaac	Offre de soins et gouvernance du secteur de la santé	<p>Améliorer l'organisation et développer l'offre de soins. Renforcer les stratégies nationales de santé et les programmes de lutte contre les maladies.</p>	<p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement - La stratégie pour l'optimisation de l'allocation des ressources n'est pas expliquée. <p>Points forts :</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

	Éléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
		Améliorer la gouvernance du secteur de la santé et l'optimisation dans l'allocation et l'utilisation des ressources	- Amélioration de la gouvernance de la santé
KABORE Roch Marc Christian	Amélioration du domaine de la santé à travers les infrastructures, système de santé et de soins et meilleure financement du domaine de la santé	Développer les infrastructures régionales de base pour la santé et renforcer le système de santé. Augmenter le budget de la santé Améliorer les activités de l'institut de santé publique créé lors du premier mandat. Le renforcement du dispositif d'offre de services de santé de qualité. La garantie de l'accès aux soins et aux services pour tous les Burkinabè, en particulier pour les groupes vulnérables. Construire plus de CSPS Transformer les CMA en Hôpitaux de District et Nouveaux CHU régionaux à Dédougou, Fada N'Gourma et Gaoua.	Points faibles : - Absence de plan de financement - La stratégie pour l'optimisation de l'allocation des ressources n'est pas expliquée. Points forts : - Objectif 15% contre 10% du budget +300 CSPS (1948) - Transformation de 200 CSPS en Centres médicaux. - Rayon d'action théorique : 5 km vs. 6.3 km - Assurance maladie universelle
KAM Yéli Monique	Amélioration du domaine de la santé à travers les infrastructures, système de santé et de soins et meilleure financement du domaine de la santé	Organisation des états généraux de la santé Augmenter le budget de la santé Recrutement de médecins et d'infirmiers et construction et équipements d'hôpitaux Augmenter la rémunération des médecins Agence de contrôle des médicaments Institut national de Recherche et de Production des médicaments Une formation de qualité du corps médical et une agence pour le contrôle alimentaire Assurance santé complémentaire	Points faibles : - Absence de plan de financement - La stratégie pour l'optimisation de l'allocation des ressources n'est pas expliquée. Points forts : - Augmenter le budget de la santé - Assurance maladie universelle
DIABRE Zéphirin	Amélioration de l'offre des soins, du nombre d'infrastructure de santé et de la formation des agents de santé	Accorder 14% du budget pour la santé Construction d'un nouveau CHU à Bobo-Dioulasso et à Bassinko Réhabiliter les anciens hôpitaux des chefs-lieux Mise en place d'un SAMU et développer les urgences mobiles. Augmenter le nombre de Ecoles Nationale de Santé publique et Améliorer le traitement particulier des agents de santé Rendre le métier d'agent de santé plus attractif. Améliorer les transports en commun pour lutter contre les accidents de la route. Mettre en place une assurance maladie universelle (AMU)	Points faibles : - Le coût des projets semble supérieure à la part allouée au budget Points forts : - Ramener le rayon théorique d'action de 6,3 km à 3 km - Passer du ratio 9645 habitants par CSPS à 7000 - Construction de nouveaux hôpitaux - Assurance maladie universelle
KOMBOÏGO Eddie	Promotion de la santé à travers le développement des ressources humaines, la couverture sanitaire universelle.	Amélioration du système de gouvernance sanitaire et de la coordination intersectorielle de la santé ; Développer les ressources humaines pour la santé Accroître les effectifs et motiver les agents de santé. Couverture sanitaire universelle. Intensification de la lutte contre les maladies non transmissibles.	Points faibles : - Absence de plan de financement Points forts : Couverture sanitaire universelle



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

	Eléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
		Améliorer les infrastructures et les équipements sanitaires. Renforcer le partenariat entre médecine moderne et médecine traditionnelle. Renforcer le dispositif de surveillance épidémiologique et rendre effective la gratuité des soins aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans.	
TASSEMBEDO Claude Aimé	Renforcer le système de la santé	Améliorer le plateau technique et renforcer les capacités des acteurs du domaine Mettre en valeur la médecine traditionnelle et la pharmacopée. Créer des Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) dans chaque province. Mettre en place une politique "Un village, un centre de Santé"	Points faibles : - Absence de plan de financement - Le projet de mise en valeur de la médecine traditionnelle et de la pharmacopée n'est pas expliqué. Point fort : "Un village, un centre de Santé"
FARAMA Ségui Ambroise	Santé et protection sociale	Développer la couverture sanitaire par le renforcement des infrastructures Organiser et développer de façon rationnelle et scientifique la médecine traditionnelle pour suppléer à l'insuffisance des structures sanitaires modernes Encourager les mutuelles de santé Promouvoir la gratuité des soins (enfant, femme enceinte, personne âgée etc.) Généraliser le système de sécurité sociale et d'assurance maladie universelle	Points faibles : - Absence de plan de financement - Le projet de développement d'une manière rationnelle de la pharmacopée n'est pas assez clair. Points forts : - Mutuelle de santé - Assurance maladie universelle

	Eléments de stratégie	Solutions envisagées	Analyse critique
Education			
SOMA Abdoulaye	Problème de financement des études	Bourse pour tous les élèves et étudiants du CP1 au doctorat avec un Coût annuel de 100 milliards	Points faibles : - Absence de plan de financement - Le candidat ne précise pas comment se fera le financement des bourses Points forts : - Bourse pour tous les étudiants et les élèves
OUEDRAOGO Gilbert Namdouda	Combattre l'analphabétisme et améliorer le taux de scolarité	Lutter contre la consommation des stupéfiants Accroître les ressources humaines, numérique et informatique Repositionner le privé comme leader de la formation professionnelle Renforcer la création et le fonctionnement des lycées scientifiques et de centre de formation par région	Points faibles: - Absence de plan de financement - Pas de plan pour accroître les ressources humaines Points forts: - 100% de taux de scolarité au primaire, secondaire



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

BARRY Tahirou	Améliorer le système éducatif	<p>Augmenter le budget Construire des infrastructures et Créer des universités virtuelles et (20) espaces numériques, Professionnaliser les filières à l'université et accorder des bourses d'étude. Construction d'une université virtuelle et la mise en place de vingt espaces numériques dont cinq à Ouagadougou, quatre à Bobo Dioulasso et un dans chacune des onze régions en vue de contribuer progressivement à la normalisation des années académiques, Octroi de bourses d'étude à tous les élèves et étudiants</p>	<p>Points faibles: - Absence de plan de financement - La manière dont les bourses seront gérées n'est pas précisée</p> <p>Points forts: - 30% du budget national 20 000 F/mois pendant 10 mois pour les 400 000 élèves 40 000 F/mois pendant 10 mois pour 200 000 étudiants</p>
OUEDRAOGO Kadré Désiré	Améliorer le système éducatif	<p>Intégrer une année de préscolaire dans le cursus scolaire obligatoire Valoriser et réformer les professions d'enseignants ; mise en place de cantines. Créer un centre universitaire dédié au domaine de l'agroalimentaire et un numerus clausus pour les filières au taux de chômage élevé. Construire des infrastructures et convertir les curricula en mettant l'accent sur les séries scientifiques, et une Alternance Ecole-Entreprise. Créer des instituts universitaires spécialisés par Régions</p>	<p>Points faibles : - Absence de plan de financement - Rendre le préscolaire obligatoire peut être compliqué dans certaines régions au Burkina Faso</p> <p>Points forts : - 30% du budget à l'éducation - Créer des instituts universitaires spécialisés par Régions</p>
ZIDA Yacouba Isaac	Améliorer le système éducatif	<p>Accroître les financements pour le système éducatif. Assurer une formation continue des enseignants et la gratuité progressive de l'éducation. Établir des passerelles entre le sous-système formel et le sous-système non formel. Créer un Haut conseil de l'éducation et instaurer la cantine scolaire au préscolaire. Développer l'enseignement technique et professionnel, Promouvoir les séries scientifiques Inscrire les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les formations. Mettre fin au chevauchement des années universitaires Assurer une connexion internet à haut débit dans les universités publiques et accroître le</p>	<p>Points faibles: - Absence de plan de financement</p> <p>Points forts: - 30% du budget - 1000 à 1500 places supplémentaires dans les universités</p>
KABORE Roch Marc Christian	Améliorer le système éducatif	<p>Education Adapter la formation initiale et continue aux réalités locales Améliorer l'accessibilité des universités. Généraliser l'usage de l'informatique. Promouvoir les technopoles. États généraux de la recherche et de l'innovation Soutenir la recherche scientifique en particulier le programme spatial.</p>	<p>Points faibles: - Absence de plan de financement</p> <p>Points forts: - 30% du budget pour l'éducation - États généraux de la recherche et de l'innovation</p>



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

KAM Yéli Monique	Améliorer le système éducatif	<p>Éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> -Enseignement primaire et secondaire obligatoire -Mettre l'accent sur l'enseignement technique et professionnel -Pour chaque commune, au moins une école primaire avec une salle informatique et au moins un lycée d'enseignement technique et technologique avec au moins un laboratoire -Pour chaque région, au moins une université science et technologie -Institut de formation professionnelle par région -Centre de métier par commune Recherche innovation -Création de pôle d'excellence spécialisées dans la recherche et une Académie Nationale Burkinabè (ANB) pour les sciences et les arts et les lettres -Bourse scolaires pour les démunies 	<p>Points faibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement - Le plan de financement des bourses scolaires pour les démunies n'est pas précisé <p>Points forts:</p> <ul style="list-style-type: none"> 100% de taux de scolarité au primaire, secondaire
DIABRE Zéphirin	Améliorer le système éducatif	<p>Augmenter le budget à l'éducation</p> <p>Lancement de Burkind'lim, un ensemble de valeurs et de connaissances, d'aptitudes et de compétences physiques.</p> <p>Baser notre éducation sur les valeurs et normes de la société burkinabè</p> <p>Construction de 500 centres d'éveil et d'éducation préscolaire.</p> <p>Améliorer le taux de scolarisation au primaire (passer à 100% contre 88.8% maintenant).</p> <p>Apprentissage obligatoire d'une langue nationale de choix au CE2 et introduction de l'anglais à partir du CM1.</p> <p>Construire, équiper et réhabiliter les écoles vandalisées par les terroristes sur cinq ans.</p> <p>Internet haut débit dans les universités.</p> <p>Améliorer la recherche scientifique.</p>	<p>Points faibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement <p>Points forts:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10% du budget pour l'éducation - Taux de scolarisation primaire : 100% vs. 88.8% - Taux de scolarisation secondaire : 50% vs. 21.6 % - Taux d'achèvement primaire : 78% vs. 61.7% - Taux de préscolarisation : 15% vs. 5.2 %
KOMBOIGO Eddie	Améliorer le système éducatif	<p>Lutte contre l'analphabétisation.</p> <p>Accélérer la construction des Centres d'Éducation de Base Non Formelle et les Centres Permanents d'Alphabétisation et de Formation.</p> <p>Réouverture des écoles fermées pour raison d'insécurité.</p> <p>Améliorer le statut des enseignants.</p> <p>Programme de constructions d'infrastructures d'enseignement supérieurs et de laboratoires, et promotion de la recherche.</p> <p>Promotion de l'innovation pédagogique par le recours aux TIC dans l'enseignement en général.</p> <p>Résorber les retards et les chevauchements des années à l'horizon 2025.</p> <p>Améliorer le ratio étudiants/enseignants.</p> <p>La recherche scientifique ; Vulgarisation de l'information scientifique et technique</p>	<p>Points faibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de financement - La stratégie pour lutter contre l'analphabétisation n'est pas précisé <p>Points forts:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valorisation des résultats de la recherche. - Améliorer le ratio étudiants/enseignants



Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur-section Paris

		Valorisation des résultats de la recherche.	
TASSEMBEDO Claude Aimé	Améliorer le système éducatif	<p>Affecter un budget conséquent équilibré. Promouvoir l'éducation spécialisée et professionnelle. Rendre mixte l'enseignement à savoir allier enseignement général et enseignement pratique. Rendre effective la régionalisation des universités publiques et mieux organiser les institutions supérieures spécialisées privées. Adapter les réforme de formation à la dynamique de développement de l'emploi Augmenter le budget de l'enseignement supérieur</p>	<p>Points faibles: - Absence de plan de financement - La stratégie d'augmentation du budget n'est pas précisé</p> <p>Points forts: -Augmenter le budget de l'enseignement supérieur -Promouvoir l'éducation spécialisée et professionnelle.</p>
FARAMA Ségui Ambroise	Améliorer le système éducatif	<p>-Lancer la réforme scolaire ; -Rendre l'éducation accessible à tous et faire reculer l'analphabétisme et l'ignorance ; -Introduire l'instruction civique et morale et l'enseignement du code de la route, dans nos programmes scolaires dès le primaire ; -Garantir à tous les Burkinabè le droit d'avoir accès à la formation supérieure en élargissant la capacité d'accueil de nos universités</p>	<p>Points faibles : - Absence de plan de financement</p> <p>Points forts : - Rendre l'éducation accessible à tous</p>

CONCLUSION

Tout bien considéré, cet exercice aura permis de passer au peigne feint les différents programmes des candidats à l'élection présidentielle 2020 au Burkina Faso. Des points forts, des points faibles, il y en a ! Même si dans l'ensemble, il y a un florilège de candidats, le point commun entre les différents candidats est le manque de plan de financement. Le candidat qui se détache le plus sur ce domaine est M. DIABRÉ Zéphirin. L'ensemble des candidats ne fournissent pas beaucoup de détails sur la manière dont ils vont mener à bout leur programme.

En attendant la validation par le Conseil Constitutionnel des résultats de la CENI proclamant le candidat Roch Marc Christian KABORÉ comme vainqueur (avec 57,87%), l'équipe d'évaluation a voulu ainsi, à travers cette initiative, renforcer les acquis démocratiques au Burkina Faso. Il est, à ce stade, difficile de répondre aux questions posées à l'introduction de ce présent rapport.

Au regard de ce qui précède donc, un Observatoire de Suivi des Engagements Présidentiels du programme de Roch Marc Christian KABORÉ sera mis en place dans les prochains mois avec un regard de la part de la diaspora burkinabè.

Enfin, l'équipe d'évaluation remercie d'avance les médias qui ont accepté diffuser ce rapport et espère une mobilisation de ces derniers pour relayer les activités de l'Observatoire de Suivi des Engagements Présidentiels des Burkinabè de l'extérieur.

C'est le Pays des Hommes intègres qui gagne !



ANNEXES

Annexe 1 : Grille d'analyse

TABLEAU SYNTHETIQUE DE L'ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES Grille d'analyse de l'évaluation	
<p>La présente grille décrit les étapes de formulation et de mise en œuvre de politiques publiques. L'évaluation mobilise fondamentalement et essentiellement une analyse coût-bénéfice, analyse coût-efficacité, impact prospectif et rétrospectif. En considérant la nature de notre travail (évaluation prospective) et sa finalité (objectivité et impartialité non suggestive), les étapes importantes que nous devons considérer pour l'évaluation de chacune des 5 priorités sont les étapes : 1, 2, 3 et 6.</p>	
<p>1. AGENDA SETTING- PROBLEM STATEMENT VERIFY-DEFINE AND DETAIL THE PROBLEM [DEFINITION DU PROBLEME]</p>	<p>1.1. Description de l'étape 1 La définition du problème est le plus important. Elle consiste à identifier les préoccupations prioritaires des populations cibles. Il s'agit ici de s'assurer que le problème a été clairement identifié, quantifié si possible, et que l'action de mise en œuvre de la politiques publiques envisagée aura un effet positif, plutôt que le statu quo ou la régression. 1.2. Principales questions à répondre à cette étape : Les différents programmes de développement définissent ils clairement le problème à résoudre ? Par exemple, la politique économique veut-elle résoudre quel problème économique ? la politique éducative quel problème dans l'éducation ? La mesure de politique publique s'appuie-t-elle sur un problème clairement identifié, quantifiable si possible et suffisamment détaillé ?</p>
<p>2. ESTABLISH EVALUATION CRITERIA (AND PROSPECTIVE EVALUATION) [ETABLIR LES CRITERES D'EVALUATION (ET REALISATION DE L'EVALUATION PROSPECTIVE)]</p>	<p>2.1. Description des attendus de l'étape 2 Une fois, le problème identifié, il est important d'établir les critères d'évaluation des politiques publiques de manière à avoir de la visibilité, de la lisibilité, de la transparence et surtout permettre un suivi évaluation par les différents acteurs. Autrement, on peut retenir principalement : -la clarté des objectifs, -la précision des indicateurs de performance, -la précision des moyens nécessaires pour réaliser les objectifs, -réalisme des hypothèses de financement en rapport avec le potentiel et les précédences, -la cohérence moyens-objectifs, -la cohérence objectifs-actions prévues, -l'analyse de la chaîne des résultats (<i>La chaîne de résultats établit la sequence d'intrants, d'activités et d'extrants contribuant à la réalisation des résultats intermédiaires et fi naux espérés</i>). -nature et degré de risques potentiels de moyen et long terme associés à 1/la mobilisation des moyens (notamment financiers) nécessaires, 2/à faisabilité ou réalisation des actions prévues, 3/les effets non souhaités ou non envisagés de l'éventuelle réalisation du programme, 4/capacité à rembourser la dette, 5/pertinence du séquençage de la chaîne des résultats/actions, etc. ; 2.1. Principales questions à répondre à cette étape : L'adressage des problèmes est-il cohérent ? Les visés (objectifs, indicateurs, actions, moyens) sont-ils cohérents et réalisables ? Comportent-ils des risques à moyen et long terme ? Les programmes présentent-ils clairement les différents instruments de politique publique pour résoudre les problèmes identifiés ? <i>[Principaux instruments de politiques publiques : instruments institutionnels : lois, textes, reformes etc... ; instruments financiers : Impôt et taxes, subventions, transfert.... Autres instruments ou softs instruments : accord de bonne conduites, éthiques etc...partenariat et incitation à aller dans le sens voulu par le décideur public].</i> Les problèmes sont-ils clairement définis et sont-ils vérifiables ? <i>[Quantifiable-sources (enquête nationale, recherche etc...)]</i> Les acteurs externes (outsiders) sont-ils à même d'évaluer de manière indépendante le degré de pertinence et d'atteinte des résultats en cohérence avec les objectifs</p>
<p>3. IDENTIFY ALTERNATIVE POLICIES [IDENTIFICATION MESURES/POLITIQUES ALTERNATIVES]</p>	<p>3.1. Description En matière de politiques publiques, il est important de mettre en exergue les différentes options de politiques publiques à mettre en œuvre, de poser les avantages/inconvénients de chaque option de choisir la meilleure option au regard des contraintes et des possibilités de chaque pays/économie/secteur. La question est : avons-nous plusieurs options ? Ais-je suffisamment pris en considération les différentes possibilités en ma disposition pour résoudre le problème ? Y compris, l'option « ne rien faire » ? Le programme permet-il de cerner l'avantage de ou des options choisies par rapport aux options alternatives ?</p>



	<p>Ex : Pourquoi choisir l'Agro industrialisation au lieu de la manufacture ou assemblage ? Les indicateurs d'analyse : [1] multiplicateur de PIB [ou de valeur ajoutée], [2] multiplicateur d'emploi, [3] multiplicateur de production.</p> <p>Si le problème est la faible production et que l'objectif est d'avoir des parts de marché au niveau sous régional, africain et mondial, l'indicateur [3] sera privilégié, même si le PIB ne croit pas plus fortement qu'un autre secteur a fort impact sur le PIB ; et même si l'emploi créé sera moins élevé qu'un autre secteur à forte intensité de main d'œuvre.</p> <p>Il s'agit ici notre travail de questionner la cohérence du contenu, des engagements des programmes ou des actions d'un engagement ou actions de réponses à une priorité.</p> <p>3.2. Principales questions à répondre à cette étape :</p>
<p>4. EVALUATE ALTERNATIVES POLICIES [EVALUATION DES MESURES ALTERNATIVES]</p>	<p>4.1. Description de l'étape 4</p> <p>Parmi les différentes options en ma disposition, laquelle est la plus importante/prioritaire et pourquoi ? Cela permet de mieux cerner les différentes options, leurs limites objectives et permet une meilleure compréhension des problèmes et des limites de mise en œuvre des politiques publiques. Les outils d'évaluation abondent et permettent de combiner à la fois des méthodes quantitatives et qualitative pour choisir entre différentes alternatives (impact évaluation, analyse cout-bénéfice).</p> <p>4.2. Principales questions à répondre à cette étape</p> <p><i>La finalité et le temps imparti ne nous commandent pas de réaliser cette étape.</i></p>
<p>5. SELECT AMONG ALTERNATIVE POLICY [CHOISIR PARMIS LES MESURES ALTERNATIVES]</p>	<p>5.1. Description étape 5</p> <p>Il s'agit ici de choisir l'option qui présente le plus de bénéfice et moins de cout et permet d'atteindre l'objectif de départ. La lecture des documents de politiques publiques doit permettre de mettre en exergue les options de politiques publiques, les limites de celle-ci et le choix de la mesure la plus appropriée et la justification. Cette approche a le mérite de permettre une clarté dans la compréhension des problèmes et mesures, réduire les critiques de ceux qui penseraient que le programme ne prend pas en compte certaines options qui pourraient être intéressantes, et pourquoi les options non choisies sont moins intéressantes que celles choisies. Cela dénote une meilleure connaissance du problème dans le secteur et des moyens de les résoudre en générant le moins de cout possible.</p> <p>5.2. Principales questions à répondre dans cette étape</p> <p>Les acteurs impliqués dans chaque écosystème sont-ils clairement identifiés, leur contribution sont-elles définies ? L'analyse des acteurs est très importante.</p> <p><i>La finalité et le temps imparti ne nous commandent pas de réaliser cette étape.</i></p>
<p>6. MONITOR POLICY OUTCOMES [SUIVI DES RESULTATS]</p>	<p>6.1. Description des attendus de l'étape</p> <p>La mise en œuvre des politiques publiques nécessite un suivi. Le suivi permet justement de prendre la mesure de l'évolution du problème dans le temps. La question ici est : le problème est-il susceptible de changer ? si oui, dans quel sens ? et comment devrais-je adapter mes mesures pour maximiser mes bénéfices ? Beaucoup de programmes ne prévoient pas un changement dans la nature des problèmes [hypothèse de stabilité du problème] et donc ne prévoit pas une adaptation des mesures. Cela fait que justement, les effets d'une mesure peuvent être contre-indiqués dans le temps, si le problème change. La vitesse d'implémentation des mesures est importante dans ce sens. C'est ce qui explique la vitesse dans l'exécution des politiques publiques dans les pays asiatiques. Cette étape de l'analyse permet l'identification des risques opérationnels de moyen terme et les risques stratégiques de long terme.</p> <p>6.2. Principales et questions à répondre</p> <p>Le programme a-t-il prévu un mécanisme pour assurer sa continuité et son acceptation par les populations ? L'une des conditions d'importante du succès d'une politique publique est sa continuité dans le temps et sa capacité à avoir l'adhésion des populations ? Le programme prévoit-il un mécanisme dans ce sens ? Existe-il un mécanisme de suivi et d'évaluation des politiques publiques ?</p>

Source : Construit à partir de Patton, Sawicki & Clark (1986) et Gertler, Martinez, Premand, Rawlings, Vermeersch (2011)



Annexe 2 : Rapport circonstancié de la réalisation du face-à-face

Le Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Etranger (CSBE) section Paris a adressé une invitation à l'ensemble des candidats sans exception. En retour trois (3) candidats n'ont pas répondu à l'invitation ; un (1) candidat, en l'occurrence, M. ZIDA Yacouba Isaac a marqué son indisponibilité ; trois (3) candidats étaient disposés à participer mais ne l'ont pas pu pour des raisons techniques liées à la connexion. Ce sont notamment M. KOMBOÏGO Eddie, M. SESSOUMA Do Pascal et M. DIABRÉ Zéphirin qui se sont excusés auprès des organisateurs et des internautes.

Six (6) candidats avaient donc confirmé leur présence pour le face-à-face. Ce sont :

- M. BARRY Tahirou du Mouvement pour la Renaissance et le Changement (MRC) ;
- M. FARAMA Ambroise de l'Organisation des Peuples Africains (OPA) ;
- Mme KAM Yéli Monique du Mouvement pour la Renaissance du Burkina (MRB) ;
- M. OUEDRAOGO Gilbert Namdouda de l'ADF/RDA ;
- M. SOMA Abdoulaye du Mouvement Soleil D'avenir ;
- M. TASSEMBEDO Claude Aimé, candidat Indépendant.

Le face-à-face a été lancé à 20h45 (GMT) sur les différentes plateformes. M. FARAMA nous a rejoint quelques minutes après. Après avoir patienté et demandé l'indulgence des internautes, les modérateurs ont entamé les échanges sur les thématiques annoncées (sécurité, réconciliation, diaspora et politique étrangère, santé, éducation) en plus des infrastructures et de la justice. Sur la question de la Diaspora, l'avocat-candidat reconnaît l'apport de la communauté en termes de visions et expériences multiples, d'apport et de projet. L'insertion/l'implication de cette dernière dans les projets de développement du Burkina Faso serait enrichissant, nécessaire. Des échanges sur la justice, notons au passage qu'aucun procès pour terrorisme ne s'est tenu au Burkina Faso pourtant le Mali voisin a déjà organisé des procès, jugé et condamné des terroristes. M. FARAMA souligne qu'au Burkina Faso, plus de mille-trois cents (1300) terroristes sont en attente de jugements. Le sous-effectif des magistrats, le manque de moyens sont l'une des raisons de la surpopulation carcérale. S'il était élu, il s'engagerait donc à mettre tout en œuvre pour fluidifier la justice, doter les magistrats de moyens pour juger les terroristes. Sur les questions de financements de ses projets, le candidat dit ne pas vouloir avancer des chiffres sans connaître tous les pans actuels sur les projets. Il y a des informations que seul le Président en exercice détient et sans ces informations, ce serait démagogue que de chiffrer ou faire un exposé détaillé quelconque.

M. FARAMA a répondu à toutes les questions tout en restant dans sa ligne d'orientation politique : celle principale de rompre avec l'impérialisme notamment dans la lutte contre le terrorisme.

Les échanges ont pris fin 2h plus tard.

A ce jour 30 novembre 2020, l'événement comptabilise 327 vues sur [Twitter](#), 6600 vues sur [Facebook](#) et 319 vues sur [YouTube](#). Ce qui fait un total d'environ 7200 vues sur l'ensemble des trois plateformes.

A préciser que pendant le direct, deux (02) candidats essayeront vainement de rejoindre le direct : M. BARRY Tahirou et M. OUEDRAOGO Namdouda Gilbert.

Mme KAM rejoindra la conversation 2h plus tard, le direct était terminé. M. SOMA Abdoulaye et TASSEMBEDO Claude qui, malgré la confirmation lors des invitations et la relance de l'équipe technique pendant le face-à-face, ne se connecteront pas.

Le CSBE section Paris tient à remercier les internautes pour leur indulgence. Il remercie également les candidats qui ont été respectueux de la démarche. En premier lieu, M. FARAMA Ambroise, OUEDRAOGO Gilbert et BARRY Tahirou. En second lieu, M. DIABRE Zéphirin, KOMBOÏGO Eddie et SESSOUMA Do Pascal qui, constatant les contraintes techniques de la connexion Internet dans les localités où ils se trouvaient, se sont excusés. Le CSBE section Paris invite tous les Burkinabè de l'extérieur à rester mobilisés (comme toujours) pour l'intérêt général du Burkina Faso et des Burkinabè.